

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées

N°33

Automne 2025



DOSSIER

Au cœur du soutien
sur l'opération Daman

IMMERSION

VOLFA 2025 : soutenir
en haute intensité

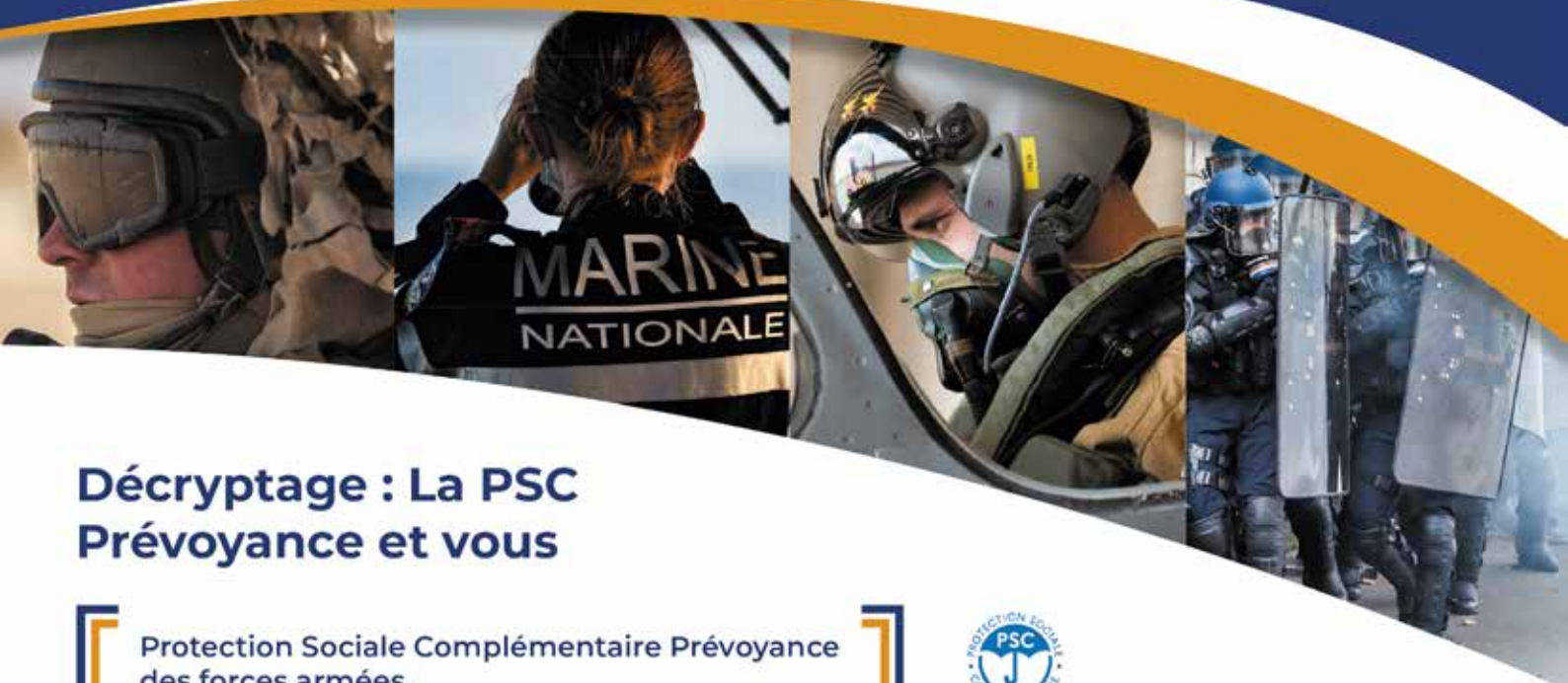
FOCUS

Vers un soutien
de proximité au profit
de la performance
opérationnelle

Du ciel au sol : UN SOUTIEN AGILE
au service de la puissance aérienne



CONFIEZ VOTRE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE AUX EXPERTS HISTORIQUES



Décryptage : La PSC Prévoyance et vous



Protection Sociale Complémentaire Prévoyance
des forces armées.



Le ministère des Armées vient de confier en exclusivité, votre Protection Sociale Complémentaire (PSC) Prévoyance, au groupement AGPM - Allianz Défense et Sécurité.

Le contrat PSC Prévoyance, à adhésion facultative, vous couvre contre les aléas de la vie hors service*.

Les militaires ayant adhéré au contrat PSC Prévoyance bénéficieront d'une participation de 7 € mensuelle versée par leur employeur, uniquement pour la garantie complémentaire.



Pour en savoir plus et mieux comprendre le contrat PSC Prévoyance, nos conseillers sont à votre disposition.

*Hors garanties CLDM (Congés Longue Durée Maladie).

AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances - SIRET 330 220 419 00015 - APE 6511Z Rue Nicolas Appert, 83086 TOULON CEDEX 9

Allianz Vie - Société anonyme au capital de 681 879 255 € - Entreprise régie par le Code des assurances - 340 234 962 RCS Nanterre - 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense cedex



Contrat PSC
Prévoyance souscrit
par le ministère
des Armées.

Credit photos : © Chisain Mariette/ECPAD/Defense - © Axel Manzoni/ Marine Nationale/Defense - © Olivier Le Comte/ECPAD/Defense - © François LEPATE 1125.

Édito



Général d'armée aérienne
Fabien Mandon,
chef d'état-major des armées

Soutenir. Derrière ce simple mot, on devine toute l'ampleur de la mission du Service du commissariat des armées. Pour la vie quotidienne, l'entraînement et les opérations, le soutien est un maillon indispensable et les commissaires des armées y ont un rôle.

Dans un environnement stratégique où les crises se multiplient, où leur intensité s'accroît et où le rythme de leurs apparitions s'accélère, la solidité de nos soutiens constitue un élément clé de notre capacité à absorber le premier choc, à tenir un engagement dans la durée et à prendre l'ascendant sur un adversaire pour vaincre. Le Commissariat des armées incarne cette force silencieuse, expérimentée, capable de s'adapter et d'agir au cœur des armées.

Soutenir. Derrière ce simple mot, il y a la force morale des armées. Le réconfort et la fierté de tenues militaires de qualité, d'un repas apprécié en opération comme en garnison, de soldes versées, d'un « arrière » qui tient. Il y a aussi de la fraternité d'armes. Celle que nous ressentons car nous savons que nous serons conseillés, protégés face à des méandres administratifs voire judiciaires dont les subtilités peuvent nous échapper. Derrière le soutien, il y a la confiance, cette conviction que l'intendance suivra car nous connaissons la valeur des femmes et des hommes du Commissariat, leur détermination à remplir la mission, leur engagement sans faille.

Le Commissariat des armées est essentiel pour que les armées françaises puissent protéger les

Français. Il fait partie des forces et y apporte un savoir-faire unique. C'est le sens de la transformation en cours du service. Gagner en efficacité pour soutenir toujours mieux. Sa feuille de route trace une voie claire : celle d'un service plus agile, plus intégré aux forces et mieux ancré dans les territoires.

Au-delà du quotidien, il se prépare aussi, avec les armées, à un choc majeur d'ici trois à quatre ans. Cette hypothèse d'engagement impliquera nécessairement plus de rusticité mais donnera aussi au soutien un rôle accru. L'exigence d'un tel engagement est pleinement mesuré et se traduit par une recherche d'agilité et de réactivité mais aussi par le développement des échanges avec les entreprises et les collectivités. En cas de crise majeure, le Service du commissariat, et donc chacun d'entre vous, aura la charge d'agréger un effort national mobilisant les acteurs publics et privés.

Le soutien est d'abord une affaire de femmes et d'hommes. Cette dimension humaine est au cœur de la feuille de route « Ambition 2025-2030 ». Je mesure que l'engagement de ceux du Commissariat est exemplaire. Les points cardinaux de votre boussole sont la rigueur, la compétence, le professionnalisme et la discrétion. Toujours là, toujours pour les autres.

Enfin, votre feuille de route est une invitation à la fierté. Fierté d'appartenir à un service exigeant, à la fois moderne et profondément ancré dans l'esprit militaire, à l'histoire riche et ancienne. Vous pouvez être fiers car l'engagement de servir est le plus noble qui soit.



**Le Commissariat
des armées incarne
cette force silencieuse,
expérimentée, capable
de s'adapter et d'agir
au cœur des armées.**

PARCE QUE VOS PROJETS MÉRITENT AUTANT DE RIGUEUR QUE VOS MISSIONS.



Unéo et ses partenaires vous accompagnent bien au-delà de la santé : **assurance, épargne, offres bancaires, pouvoir d'achat...**

Des solutions pensées pour les exigences de la vie militaire et les besoins du quotidien.



Découvrez
l'ensemble
de nos offres



Unéo Solutions Société par actions simplifiée, au capital de 2 050 000 euros, dont le siège est sis 48 Rue Barbès 92544 Montrouge Cedex enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 914448725 inscrite au Registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance, sous le numéro d'immatriculation ORIAS 23004088 en qualité de Courtier d'assurance ou de réassurance (COA) et Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement (MOBSP) agissant au nom et pour le compte de la Banque Française Mutualiste. Unéo, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le n°503 390 081. Siège social: 48 rue Barbès 92544 Montrouge Cedex.

GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512 Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois - Perret.
Les produits distribués par GMF ASSURANCES sont assurés par GMF ASSURANCES et/ou LA SAUVEGARDE et/ou GMF VIE et/ou Covéa Protection Juridique et/ou AM-GMF.
La documentation relative aux produits est disponible sur gmf.fr ou dans nos agences.

Banque Française Mutualiste - Société anonyme coopérative de banque au capital de 169 747 765,25 EUR. RCS Paris 326 127 784. Intermédiaire en assurances, immatriculation ORIAS n°08 041 372 (<http://www.orias.fr>). Siège social : 56-60 rue de la Glacière - 75013 Paris.

CARAC - Mutuelle d'Épargne, de Retraite et de Prévoyance soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité. SIREN : 775 691 165. Numéro de TVA intracommunautaire : FR 517 75 691 165. Siège social : 159 avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Munité - Société par actions simplifiée au capital de 600 000 €. RCS Paris 483 292 165 - Intermédiaire en assurances (ORIAS n° 07 026 729). Siège social : 56-60 rue de la Glacière 75013 Paris.

Groupama Gan Vie - Société Anonyme au capital de 1 371 100 605 € - RCS Paris 340 427 616 - Siège social : 8-10 rue d'Astorg - 75383 Paris Cedex 08 - Tél. : 01 44 56 77 77.

Unéo Solutions, Unéo, GMF ASSURANCES, LA SAUVEGARDE, GMF VIE, Covéa Protection Juridique et AM-GMF sont soumises au contrôle de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) sise 4 place Budapest CS 92459 75436 PARIS Cedex 09 (<https://acpr.banque-france.fr/fr>)

Communication à caractère publicitaire.

Crédit photo : Adobe Stock



SOMMAIRE

06 | FLASH-BACK

08 | VU SUR LES RÉSEAUX

10 | RETOUR SUR L'INFO

16 | CARTE

Engagement opérationnel du Service

18 | SCA OPS

Afrique autrement :
repenser le dispositif de soutien

22 | ÉVÈNEMENT

La TEAM SCA aux 20km de Paris

28 | DOSSIER

Au cœur du soutien sur l'opération DAMAN

36 | FOCUS

Vers un soutien de proximité au profit
de la performance opérationnelle

38 | ZOOM SUR...

La logistique opérationnelle,
cœur battant du succès des opérations

42 | IMMERSION

VOLFA 2025 : un soutien Commissariat agile,
au service de la puissance aérienne

52 | RENCONTRE

Gersende, la conseillère IA du Service

Suivez le Commissariat des armées sur internet : <https://www.defense.gouv.fr/commissariat>



YOUTUBE
Commissariat des armées



INSTAGRAM
@Commissariatdesarmees



TWITTER
@SCArmees



LINKEDIN
Commissariat des armées



MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité

Rédaction de SOUTENIR : Ministère des Armées, SCA/COMM, Balard Parcelle Est, 60 boulevard du général Martial Valin, CS21623, 75509 Paris Cedex 15 - Tél. : 09 88 68 33 32. Directeur de la publication : CRC1 Bruno CARON.
Directrice de la rédaction : Mme Marion LOTTEGIER. Rédaction : Mme Marion LOTTEGIER, CASP Astrid Grison.
Secrétariat de rédaction : CR1 Nathalie THIBOUT, Mme Camille MAZEAU. Conception, réalisation : Mme Nathalie FONTAINE.
Impression : EGCA-Tulle/PGP. Diffusion : EDIACA. Tirage : 4 925 exemplaires.
Couverture : SCH Steeve MAILLET/Armée de l'Air et de l'Espace/Défense.



FLASH-BACK

25 septembre 2025. Camp des Garrigues, Nîmes.

Les élèves commissaires de l'École des commissaires des armées (ECA) conduisent l'exercice de synthèse OTTER. Objectif : se préparer à une projection en opération extérieure. Pendant plusieurs jours, ils ont été confrontés à la mise en œuvre du soutien Commissariat en contexte opérationnel. Le tout dans un environnement hostile, afin de tester leurs aptitudes militaires.

© École des commissaires des armées/SCA/Défense



VU SUR LES RÉSEAUX



Commissariat des armées

23 094 abonnés

3 j • Modifié •



Un Commissariat des armées "dans, avec et pour les armées"

17 [15 au 16 octobre] Le Commissariat des armées était une nouvelle fois présent à la **journée de présentation de l'Armée de Terre (PAT)** organisée à l'École militaire, sur le thème "Une armée de Terre stratégique, innovante et soudée".

Une réussite saluée par **Pierre Schill**, chef d'état-major de l'Armée de Terre, qui a ainsi achevé son discours : "Bientôt, nous serons tous dotés du BME !"

#Modernisation #Innovation
Pôle rayonnement de l'armée de Terre (PRAT)

Crédits photos : CR1 Emilie Roblot



commissariatdesarmees



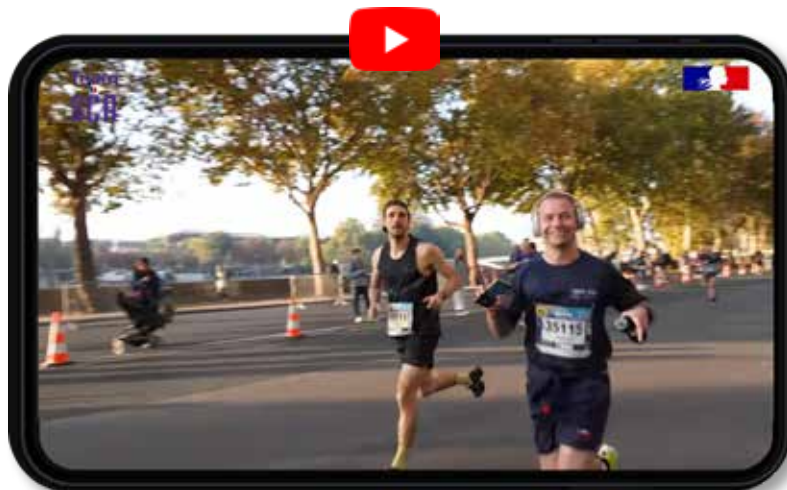
226

1

19

commissariatdesarmees #TBT Nouvelle rentrée, nouveaux chefs dans les organismes du SCA 🇫🇷

4 septembre





Simplifier les déplacements professionnels : 1^{er} Commissariat des armées présente ALIDADE à la journée Acteurs publics Solutions



Le Commissariat des armées, en partenariat avec Luminess, a développé ALIDADE, une application mobile pensée pour

transformer le processus de gestion des déplacements professionnels du personnel du ministère des Armées. Le commissaire en chef de 2^e classe Mélanie et Ingrid, responsables du projet ALIDADE pour le Commissariat des armées, ont présenté l'application co-construite avec les équipes de Luminess, lors de la Journée Acteurs Publics Solutions le 10 septembre 2025. Aux côtés de Paul Durand de Corbiac, ingénieur d'affaires Secteur Public chez Luminess, le CRC2 Mélanie et Ingrid ont détaillé les défis techniques et sécuritaires de cette solution.

« ALIDADE a été conçue pour répondre à un besoin précis : simplifier, fluidifier et moderniser la gestion des déplacements. ALIDADE permet aux personnels civils et militaires du ministère de gérer leurs missions en toute autonomie, depuis leur smartphone. L'application propose une prise en charge directe, dématérialisée, et adaptée à tous les types de déplacement » a expliqué le CRC2 Mélanie.

À Gap, 1^{er} GSC équipe les forces du nouveau treillis BME

Dans le cadre du plan d'équipement de l'armée de Terre, le Centre Interarmées Équipements Commissariat (CIEC) a initié au cours de l'été la distribution du nouveau treillis bariolage multi-environnement (BME). Le personnel commande individuellement sa tenue de combat ce qui donne lieu, à la livraison, à un colis individuel ; soit environ un millier de colis pour le bassin de Gap.

Le pôle production du GSC de Gap joue un rôle essentiel et central dans la coordination des approvisionnements, la centralisation des livraisons et l'organisation du stockage tout en limitant l'engorgement du point unique de livraison. Il s'agit donc d'organiser l'espace et les flux pour trier les colis entrants, stocker la marchandise de manière optimisée et la distribuer aux unités. Initiée durant la période estivale, la distribution de la nouvelle tenue de combat est désormais bien avancée.



Le Centre de Production Alimentaire de Coëtquidan, outil essentiel du soutien opérationnel délivré par le SCA



À l'occasion des 30 ans du Centre de Production Alimentaire de Coëtquidan (CPA-C), le directeur central du Commissariat des armées, le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, a présidé le 24 septembre une cérémonie en l'honneur du personnel œuvrant au sein de cet organisme engagé au service du soutien alimentaire des forces. En marge de la cérémonie, le commissaire principal Caroline, directrice du centre, et Philippe, chargé de la gestion du processus de production, ont présenté au directeur central du SCA et à la directrice du Centre Interarmées du Soutien Restauration Loisirs (CIRL) les enjeux propres au CPA-C et l'importance de l'établissement dans le domaine du soutien aux forces armées.

Installation semi-industrielle unique en son genre, dédiée à la préparation, à la transformation et à la distribution de repas au profit des unités militaires, le CPA-C garantit la fourniture d'une alimentation adaptée aux besoins spécifiques des militaires et aux évolutions du contexte d'emploi des armées. Outil essentiel du soutien opérationnel, le CPA-C répond aux exigences de la restauration collective (avec une production annuelle de quatre millions de portions alimentaires) tout en respectant des normes strictes de sécurité alimentaire et logistique. Susceptible de fonctionner en toutes circonstances, le CPA-C contribue à la résilience des Armées, à la préservation du moral des troupes en offrant la possibilité de délivrer sur tout le territoire national une alimentation traditionnelle dans un environnement souvent exigeant voire rustique, tout en assurant une optimisation des ressources.

Base industrielle de soutien Défense : le directeur central visite l'entreprise ASCENT



Pilier de la fonction Achats du ministère des Armées, le SCA assure notamment la passation des marchés de formation au profit des forces armées et des services, mais aussi au profit de l'ensemble des services de l'État, notamment par le biais d'accords-cadres interministériels. C'est dans ce cadre que le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, directeur central du Commissariat des armées, s'est rendu, le 25 septembre, à Pacé, en Bretagne, au siège de l'entreprise ASCENT Formation à qui le Service, via sa plateforme Commissariat Ouest (PFC Ouest), vient de notifier un marché majeur de formation dans le domaine du numérique. Il concerne non seulement le ministère des Armées mais aussi l'ensemble des agents de l'État (tous les ministères, environ 70 établissements publics, le Sénat, etc.).

« Il s'agit d'un des marchés les plus importants passés par le Commissariat des armées puisque ce marché s'étend au-delà du ministère des Armées et s'applique à la sphère interministérielle. Le domaine du numérique est au cœur de l'actualité des armées, le cyberspace est aujourd'hui le 5^e champ de conflictualité. Il est donc essentiel de renforcer les compétences des agents dans ce domaine, et cela passe par les formations que proposera ASCENT » a déclaré le directeur central du Commissariat des armées.

Collecte d'effets militaires : plus de 4 tonnes récupérées !



Rien ne se perd ! Engagés dans une démarche d'économie circulaire et de développement durable, la direction centrale du Commissariat des armées et le groupement de soutien Commissariat Île-de-France ont organisé une opération de collecte d'effets militaires sur le site de Balard, à l'occasion de la semaine européenne du développement durable, du 22 au 28 septembre. Objectif ? Récupérer les effets usagés ou non-utilisés du personnel militaire afin de les réemployer, de les recycler et de les valoriser lorsque cela est possible. Pour ce faire, le pôle de Balard (section logistique et ATLAS), les pôles d'AVP (fourniture du véhicule) et de Montlhéry (magasin zonal) et la division conduite du groupement de soutien Commissariat Île-de-France ont été impliqués. En cinq jours, plus de 4 tonnes d'effets de différentes catégories ont été récoltées puis transférées au magasin zonal pour un tri.

Quand la jeunesse rencontre le soutien

Le lien entre l'Armée et la Nation se renforce chaque jour grâce à des dispositifs essentiels combinant immersion, découverte et engagement comme la nouvelle version de la Journée Défense et Citoyenneté et les classes de défense.

Ces dispositifs offrent à la jeunesse une vision dynamique et concrète des armées, tout en valorisant les métiers du soutien. La participation du SCA permet de mettre en lumière son rôle majeur dans, avec et pour les armées, tout en apportant un soutien logistique à l'organisation de ces journées.

Le GSC de Gap joue un rôle central dans l'organisation des JDCNG au quartier général Guillaume. Il assure la logistique, la gestion des rations et la présentation des emplois de la restauration, avec un stand dédié au forum des métiers.

De son côté, le GSC de Bourges a accueilli la nouvelle classe de défense et de sécurité globale à l'occasion d'un exercice majeur.

Immersion totale pour ces jeunes qui ont découvert les capacités opérationnelles des combattants du soutien dans la mission d'installation d'un camp au sein d'une zone opérationnelle aéroportuaire. Les combattants du soutien les ont également initié à la préparation opérationnelle au combat.



Ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe : *se souvenir pour mieux construire demain*



Le mercredi 8 octobre, le directeur central du Commissariat des armées, le commissaire général hors-classe (CRGHC) Olivier Marcotte, a présidé une cérémonie du ravivage de la Flamme du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe à Paris, en présence des chefs d'organismes d'Île-de-France et d'une délégation de militaires et civils de la direction centrale du service du commissariat des armées. Des membres d'associations, dont le président de l'association des commissaires des armées (ACA), d'établissements scolaires et de jeunes étaient également présents.

Forte en émotions, la cérémonie du ravivage de la Flamme du Soldat inconnu est le symbole d'une mémoire vivante et

de transmission aux générations futures. La participation du SCA s'inscrit dans cette lignée de témoignages et de mémoire afin de se souvenir des sacrifices d'hier pour construire l'avenir. Ce fut l'occasion pour le CRGHC Olivier Marcotte de déposer une gerbe de fleurs au nom du Commissariat des armées, et de rendre hommage aux morts au combat, afin de perpétuer la mémoire et le sacrifice de tous ceux tombés pour la France sur les champs de bataille, des conflits passés aux opérations actuelles, ainsi que de rendre hommage aux blessés et familles endeuillées.



Le sport au cœur de l'engagement : la réathlétisation, un pilier à l'ESCA

L'école des spécialités du commissariat des armées (ESCA) place la réathlétisation au centre de sa politique de préparation et de soutien des militaires afin d'assurer le maintien de la condition physique opérationnelle et contribuer au bien-être global des effectifs. Le bureau Éducation Physique, Militaire et Sportive (EPMS), en collaboration avec le Centre Médical des Armées (CMA), est l'acteur principal de ce dispositif intervenant sur deux axes : la rééducation et reprise après blessure ou inaptitude, et la lutte contre les effets de la sédentarité. Le parcours du sergent Erowa illustre l'impact positif des dispositifs de soutien. Grièvement blessé à la jambe en opération

extérieure en 2017 et ayant pris la décision d'une amputation en 2023 suite à l'aggravation de sa blessure, il a bénéficié d'un encadrement personnalisé qui lui a permis de retrouver le plaisir de l'effort adapté à sa condition. Pour le sergent Erowa, le sport est clairement un pilier essentiel de sa reconstruction, à la fois humaine et militaire.

Bien plus qu'une simple activité physique adaptée, la réathlétisation est une démarche institutionnelle qui prouve l'engagement de l'école envers la performance, la résilience et le bien-être de son personnel et de ses stagiaires.

14^e conférence annuelle des conseillers juridiques opérationnels



Le 15 octobre 2025, les conseillers juridiques opérationnels ont été conviés à la 14^e conférence annuelle des LEGAD organisée par la direction des affaires juridiques (DAJ) et le centre interarmées du soutien juridique du Commissariat

des armées (CIJ), en lien avec la cellule juridique opérationnelle du cabinet du chef d'état-major des armées (EMA/JUOPS). Cette conférence s'inscrit dans un processus de formation continue, destinée à actualiser leurs connaissances individuelles et à parfaire la compréhension de leur rôle dans un environnement en pleine évolution. À cette occasion, Laurence Marion, directrice des affaires juridiques, et le commissaire général de 1^{re} classe Thierry Calentier, représentant du Commissariat des armées, ont souligné l'importance du conseil juridico-opérationnel et la valeur du vivier LEGAD et de son engagement dans un contexte de haute intensité.

Parmi les sujets évoqués lors des différentes interventions et tables rondes : le *jus ad bellum* et la notion juridique d'agression armée, les perspectives du retrait des États des traités de désarmement (Oslo et Ottawa), les actualités et défis du milieu multi-champ (M2MC), les enjeux juridiques opérationnels du domaine maritime au sein de l'OTAN.

Base industrielle de soutien Défense : le directeur central du SCA en visite chez LOXAM



Le directeur central s'est rendu dans les locaux de la société LOXAM, leader français de la location d'équipements, ainsi que sur un des chantiers du Grand Paris Express afin de prendre connaissance de la gamme LOXAM « en opérations » et des offres de location (matériels, prestations) proposées par la société et échanger au sujet de son fonctionnement et

de la résilience de sa *supply chain*. « Nous devons développer notre capacité à questionner nos modes d'acquisition pour être en mesure de délivrer un service agile, réactif et résilient. Nous disposons des moyens mais il existe des capacités plus larges qu'il faut envisager. Il faut chercher à configurer une offre de soutien qui s'appuie aussi sur le secteur civil » a expliqué le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte. « Nous devons être au rendez-vous de la performance opérationnelle mais aussi de la performance économique » a ajouté le directeur central.

La visite du directeur central du Commissariat des armées au sein de l'entreprise LOXAM s'inscrit dans une démarche de rapprochement du Service avec les acteurs civils pour mettre en œuvre des modes d'action étendus favorisant la réactivité, critère d'efficacité majeur face aux caractéristiques des futurs conflits dans lesquels les armées françaises sont susceptibles d'être engagées. Tout en dynamisant l'économie nationale, la contractualisation avec les entreprises concourt à la performance du soutien et à sa résilience.

Présentation de l'armée de Terre 2025 : 1e SCA présent pour exposer Les nouveaux équipements du combattant



présentant les défis de l'innovation et de la cohésion. La bascule vers l'engagement majeur avec la plus grande réactivité repose notamment sur la modernisation des équipements individuels du combattant afin d'assurer protection, mobilité et confort aux soldats, renforçant ainsi leur capacité opérationnelle et leur cohésion. « Notre présence à la PAT est indispensable pour montrer que l'équipement du combattant évolue au même rythme que l'armée de Terre. L'effort d'innovation porte principalement sur les effets de protection balistique et sur les effets 'zone froide' et 'grand froid' » a déclaré le commissaire général de 2^e classe Renaud Dutt, directeur du CIEC.

Les 15 et 16 octobre, à l'école militaire (Paris), le Commissariat des armées, représenté par le Centre Interarmées du Soutien Équipements Commissariat (CIEC), a participé à la présentation de l'armée de Terre (PAT), organisée cette année sur le thème « Une armée de Terre stratégique, innovante et soudée ».

L'édition 2025 a mis à l'honneur la capacité de l'armée de Terre à produire des effets décisifs dans les trois espaces de bataille du corps d'armée (terrestre, aérien et numérique), en

Hormis le treillis F3 BME, d'autres équipements Commissariat ont été présentés : le nouvel ensemble intempéries BME, les sous-vêtements thermiques résistants au feu, la veste thermique polyvalente, les capteurs de chocs GMOS pour plaques balistiques, la ration de combat individuelle réchauffable ou encore la ration lyophilisée.



ÉTATS-UNIS



En vue de l'acquisition du nouvel Hawkeye E-2D (avion de guet aérien avancé embarqué) pour la Marine nationale, l'unité de management « Combat infovalorisé, renseignement, cyber, espace et aéronefs de mission » (UM CIRCEA) de la DGA a notifié à l'US Navy la conception et la réalisation d'une campagne d'essais de levée de risques sur la capacité d'un Hawkeye E-2D à être ravitaillé en vol par les ravitailleurs français.

Dans ce contexte, le CR1 Baptiste, affecté à la Direction Générale de l'Armement (DGA), a été désigné Commissaire d'exercice de la campagne d'essais pour préparer et mettre en œuvre les actions en lien avec le soutien de l'Homme. Son expertise a également été demandée en tant qu'interlocuteur privilégié entre l'EMA et la DGA dans la préparation et l'exécution du budget alloué au soutien de l'Homme. Une fois la phase de préparation achevée, le CR1 Baptiste s'est rendu aux États-Unis avec le coordinateur logistique de DGA EV (essais en vol) en échelon précurseur pour contrôler la bonne réception des prestations commandées auprès des fournisseurs américains. « *Les achats ont été réalisés en collaboration avec la mission de défense de l'ambassade de France (MDD) de Washington, qui a apporté une aide précieuse dans les relations avec les fournisseurs et lors du paiement des prestations via les fonds avancés par les forces* ».

ESTONIE

BOURGES



Du 22 au 26 septembre 2025, le groupement de soutien Commissariat Bourges et la base aérienne 702 ont pris part à l'exercice « *Flying Otter* ». L'objectif de cet exercice pour le GSC : s'entraîner au déploiement et à la gestion d'un camp de soutien au profit des armées dans le cadre d'un exercice de type « Nation hôte ». Tout au long de la semaine, l'activité de la centaine de combattants du soutien a été rythmée par l'accueil des équipages d'avions provenant de la base aérienne 702 d'Avord, s'exerçant en parallèle à la dispersion de sa flotte afin de parer aux menaces d'attaque sur leur piste dans le Cher.

AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du Service



SÉOUL, CORÉE DU SUD



La 2^e édition de l'exercice APEX s'est déroulée à Séoul, en Corée du Sud en présence des experts en cybersécurité de l'OTAN et de ses partenaires indopacifiques. Objectif : renforcer leur capacité de réponse commune face aux menaces cyber croissantes. Organisé par le *National Cyber Security Center* (NCSC) sud-coréen, en collaboration avec le centre d'excellence cyber de Tallinn (CCDCoE). Parmi eux : le CR2 Baptiste, officier de lutte informatique défensive au

sein du bureau cyber de la direction centrale du Commissariat des armées et représentant du ministère des Armées à l'exercice. « Pour cette 2^e édition, la France faisait partie de la Blue Team 02, aux côtés de l'Arabie Saoudite, du Japon et de la Roumanie ». Une équipe multinationale, qui s'est particulièrement fait remarquer pour son haut niveau technique. Les principaux objectifs de l'exercice étaient le durcissement des systèmes d'information et l'analyse des traces d'attaques afin d'identifier les vulnérabilités et les méthodes des cyber-attaquants tout en garantissant la disponibilité des services critiques.

« Travailler en équipe et aux côtés de plusieurs nations venues des quatre coins du monde fut particulièrement enrichissant. La diversité des profils fut une véritable opportunité d'apprentissage mutuel, renforçant notre capacité à collaborer efficacement dans un environnement international ».



Du 18 septembre au 2 octobre, les militaires français du bataillon multinational de l'OTAN ont participé à l'exercice PIKNE. Cet exercice majeur, mené aux côtés de l'*Estonian defense forces* ainsi que de militaires américains et britanniques, met en avant l'interopérabilité des forces de l'OTAN et l'emploi de capacités du haut du spectre. Le Détachement Modulaire du Commissariat (DMC) LYNX a apporté son soutien à la fois en matériel et en personnel, tout en faisant l'interface avec la nation-hôte pour des demandes de soutiens divers et variés (hébergement alimentation, stockage, location de divers matériels...). L'ensemble des besoins a été assuré par les stocks du DMC, complétés ponctuellement par des achats locaux, sous très court préavis, pour répondre à différents besoins pour le bon déroulement de l'exercice. Pour permettre la pleine capacité opérationnelle des forces françaises déployées sur l'exercice, le soutien financier a été assuré par la sous-trésorerie militaire du DMC LYNX. En soutenant l'exercice PIKNE, le Commissariat des armées, via son DMC, a démontré sa pleine capacité à soutenir un exercice d'ampleur, dans un contexte interallié.

Afrique autrement : repenser

LE DISPOSITIF DE SOUTIEN

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Commandement pour l'Afrique/EMA/Défense

La France a engagé en 2022 un changement structurel de sa présence en Afrique de l'ouest et centrale en repensant son partenariat avec les États de la région. Une démarche qui s'imposait en raison de l'évolution profonde et rapide du contexte stratégique dans le monde et sur le continent africain, et qui répondait à la volonté de nos partenaires africains. Loin d'être un désengagement ou une rupture, cette réorganisation du dispositif militaire français reflète une évolution naturelle et nécessaire des relations partenariales sur le continent africain. Le renouvellement de l'offre partenariale de la France auprès des différents pays repose ainsi sur une ambition politique claire d'agir autrement avec l'Afrique, en bâtissant des relations équilibrées, adaptées à chaque pays, mutuellement bénéfiques et garantes des intérêts de chacun.

L'effort est désormais porté sur le développement et la consolidation des forces alliées locales, en fonction de leurs demandes ; un effort qui se traduit par un partenariat de défense repensé et davantage axé sur la formation au sein d'académies spécialisées dans les pays partenaires ou en France. Par ce changement de paradigme, les armées françaises mettent ainsi en œuvre un dispositif plus mobile, moins vulnérable dans le champ des perceptions, et dans le respect de la souveraineté exprimé par les pays africains.



Ce nouveau dispositif s'appuie sur deux détachements de liaison interarmées (DLIA) à Abidjan et Libreville, intégrés au sein de bases africaines, sur des détachements temporaires et ponctuels ayant pour vocation de remplir une mission précise (formation, entraînement, exercices) dans un cadre espace-temps limité, ainsi que sur les missions de défense relevant des ambassades de France.



ENTRE ALLÈGEMENT, EXTERNALISATION ET APPUI FONCTIONNEL À DISTANCE : CONSTRUIRE LE NOUVEAU DISPOSITIF DE SOUTIEN EN AFRIQUE

Pleinement intégré à cette manœuvre de transformation des armées, le soutien Commissariat adapte son modèle. Les trois directions du Commissariat (DICOM) du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Gabon ont été dissoutes au cours des mois de juillet et août 2025 (ordre du jour N°20/2025 du Commissariat des armées du 1^{er} juillet 2025). Le soutien des DLIA d'Abidjan et de Libreville repose désormais sur des

Détachements Modulaires du Commissariat (DMC). « *La mise en œuvre du nouveau dispositif militaire français en Afrique a donné lieu à une transformation dans la conduite du soutien, qui repose sur deux mots d'ordre : allègement et externalisation* » explique le commissaire en chef de 2^e classe Yann, chef du bureau J5 (Plans) de l'état-major opérationnel du SCA. « *Le modèle recherche une empreinte logistique plus légère, réversible, gage d'une moindre exposition. Le soutien Commissariat sur place est ainsi réduit à son strict minimum, avec la présence de peu de personnel pour armer les DMC. Le fonctionnement en régie assuré par les DICOM a été remplacé par une externalisation à l'Économat des armées, tout en garantissant un niveau de service, un respect des délais et une maîtrise des coûts grâce à la présence du DMC* ». Le soutien des DLIA s'appuie ainsi sur une externalisation confiée à l'Économat des armées (EdA), pilotée par le Commissariat des armées. « *Le Commissariat des armées est l'interlocuteur unique de l'EdA sur tout le périmètre du soutien aux forces armées* » précise le commissaire en chef de 2^e classe Jean, en charge des relations avec l'EdA au sein de la sous-direction Emploi de la direction centrale du Commissariat des armées. « *Le mandat de l'externalisation confié au SCA par le sous-chef opérations de l'état-major des Armées dépasse le périmètre naturel d'action stricto-sensu du SCA. Pendant plusieurs mois, nous avons défini, en lien étroit avec l'EdA et dans une totale symbiose, le dispositif de soutien le mieux adapté aux besoins des forces. La formalisation et la mise en œuvre de l'externalisation auprès de l'EdA est assurée par la plateforme Commissariat Sud-Est, pouvoir adjudicateur unique pour l'EdA* ».



**La mise en œuvre du nouveau dispositif
militaire français en Afrique a donné lieu
à une transformation dans la conduite du
soutien, qui repose sur deux mots d'ordre :
allègement et externalisation.**

La réduction à son minimum de l'empreinte logistique sur place a conduit à la mise en place d'un appui fonctionnel à distance (*reach back*). « *Le soutien en Afrique est en partie assuré depuis la France* » précise le commissaire en chef de 2^e classe Yann, « *les missions de soutien conduites auparavant par les DICOM le sont désormais par les centres interarmées du soutien, compte tenu de la taille restreinte des*



DMC ». Le groupement de soutien Commissariat (GSC) Île-de-France est ainsi en charge de l'administration du personnel militaire et de la solde des DLIA, tandis que le centre interarmées du soutien juridique (CIJ) assure la gestion des contentieux dans la zone de responsabilité des DLIA. Si un trésorier militaire arme chaque DMC permettant ainsi à chaque DLIA de conserver une capacité de paiement local, l'exécution financière est désormais assurée par le centre interarmées du soutien administration des opérations (CIAO).



Le fonctionnement en régie assuré par les DICOM a été remplacé par une externalisation à l'Économat des armées, tout en garantissant un niveau de service, un respect des délais et une maîtrise des coûts grâce à la présence de DMC.

Pour assurer la coordination du soutien Commissariat de l'ensemble des DLIA, un adjoint budget-soutien de l'homme (J8-SH) est placé au sein de la division soutien de l'état-major du commandement pour l'Afrique (CPA). Son rôle ? Planifier, piloter et coordonner le soutien Commissariat en Afrique. Une mission similaire à celle d'un poste de commandement de théâtre mais sans les fonctions assurées auparavant par les DICOM qui relèvent désormais

de la compétence des centres interarmées du soutien. Ses missions s'étendent à trois grands domaines : budget-administration-finances, soutien de l'homme (alimentation, habillement, condition du personnel) et soutien commun (hébergement, transport, soutien vie). « *Le J8-SH agit comme une courroie de transmission entre l'échelon qui conçoit l'opération, donc le commandement pour l'Afrique en lien avec le Centre de Planification et de Conduite des Opérations (CPCO), l'EMO-SCA qui représente la "tête de chaîne" fonctionnelle du SCA dans l'opération, et l'échelon tactique qui honore les besoins au plus près des forces, à savoir l'Économat des armées, les DMC et les centres interarmées du soutien. En résumé, le J8-SH a un rôle de coordination des opérateurs du soutien* » explique le commissaire en chef de 1^{re} classe Julien, J8-SH au CPA. Un rôle essentiel dans la planification et la conduite du soutien aux opérations en Afrique.



Le modèle de soutien est décrit en fonction de la projection, il est entièrement adaptable et parfaitement modulable.

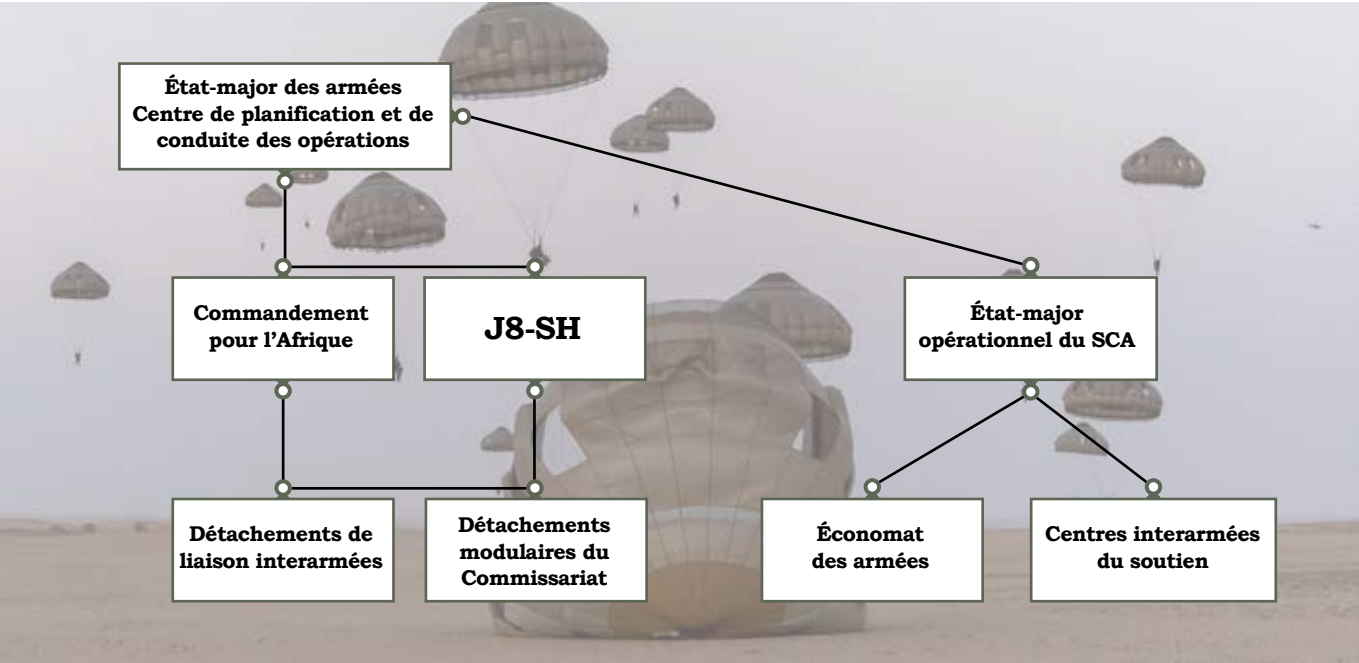
UN DISPOSITIF DE SOUTIEN AGILE ET MODULABLE, ADAPTÉ À LA TRANSFORMATION DU DISPOSITIF MILITAIRE

En parallèle des DLIA à Abidjan et Libreville, des DLIA temporaires ayant pour vocation de remplir une mission précise de partenariat militaire opérationnel (formation, entraînement, exercices) peuvent être déployés. Avec plus de 280 partenariats militaires opérationnels (PMO) réalisés depuis le début d'année 2025 dans une dizaine de pays de la zone, la France contribue activement au renforcement des capacités de défense des armées partenaires dans des domaines clés. Ces détachements projetés de manière temporaire depuis la France ont une structure adaptable et différenciée selon leur mission et le besoin, et intègrent un volet soutien. « *Le soutien est projeté avec la force depuis la France* » précise le CRC1 Julien. « *Un DMC TANDEM est alors créé pour soutenir le sous-groupement tactique interarmes (S-GTIA) qui est projeté et qui rayonne pendant deux mois dans une zone délimitée* ». Un concept de soutien innovant, qui repose

sur l'agilité du DMC et qui permet une réactivité renforcée. « La création de DMC TANDEM temporaires, composés de 4 personnels maximum, permet de ne pas avoir une empreinte logistique trop importante tout en délivrant un soutien réactif au plus près des forces armées » explique le CRC1 Julien. « Le dispositif de soutien est adaptable et différencié en fonction du besoin défini pour le PMO. Le modèle de soutien est décrit en

fonction de la projection, il est entièrement adaptable et parfaitement modulable ».

Avec la transformation du dispositif militaire français en Afrique, le Commissariat des armées a démontré sa capacité d'adaptation au contexte de déploiement et aux besoins des forces et l'agilité de son modèle de soutien. ■



Le commandement pour l'Afrique en bref

La reconfiguration du dispositif militaire français en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale se traduit par la disparition des états-majors présents au sein des pays partenaires, dans une logique de réduction de l'empreinte permanente et visible, et par la création en août 2024 à Paris d'une nouvelle chaîne de commandement composée d'un état-major à dominante aéroterrestre. Le commandement pour l'Afrique (CPA) est chargé de concevoir, synchroniser et conduire la manœuvre multi-milieux et multi-champs des armées dans sa zone de responsabilité.

- Un état-major interarmées qui agit dans un cadre interministériel et multinational pour porter une nouvelle dynamique avec les pays africains et animer une communauté opérative.
- Le CPA agit sous une triple subordination au sein de l'EMA : le Centre de planification et de conduite des opérations, l'officier général chargé des relations internationales militaires et la Division emploi.
- La disparition des états-majors présents en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale : les effectifs présents sont significativement réduits et les bases permanentes françaises ont disparu.

La TEAM SCA aux 20km de Paris

Entre dépassement de soi, solidarité et transmission de valeurs

Rédaction : CASP Astrid GRISON

Illustrations : David BAIN/GSC Lyon/SCA/Défense, CASP Astrid GRISON/SCA/Défense

12 octobre 2025. Au pied de la Tour Eiffel, 650 coureurs ont fièrement porté les couleurs du Commissariat des armées sur le parcours des 20 kilomètres de Paris, submergeant les rues de Paris d'une vague bleue. **Retour sur une expérience sportive et humaine, marquée par la cohésion, la solidarité et le dépassement de soi.**

Pour la 14^e fois, la Team SCA, constituée de coureurs du Service venus de toute la France, de métropole et d'outre-

mer, s'est donné rendez-vous pour la 47^e édition de cette course emblématique de la capitale. Pour le directeur central du Commissariat des armées, présent pour encourager les participants, les 20km de Paris constituent un moment fort du calendrier, « *un rendez-vous aussi important que la Saint Martin* ». En aparté de leur quotidien en unité, les coureurs ont retrouvé, le temps d'une matinée, une autre forme d'engagement portés par l'effort collectif et la cohésion.



Les valeurs du Service en mouvement

Pour le directeur central, le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, cet événement illustre parfaitement « *la solidarité au cœur de notre esprit de service, à l'image de nos armées* ». La solidarité prend en effet une place toute particulière au sein des 20km de Paris et ce depuis sa création puisque 3€ par inscription sont reversés à l'association Solidarité Défense, soit 1 950 € collectés cette année.



La TEAM SCA c'est plus de 600 coureurs de notre Service qui ont envie de jouer la cohésion pour de vrai : c'est ce qui reflète l'état d'esprit de notre Service en général.

Qu'ils soient civils ou militaires, jeunes ou moins jeunes, coureurs aguerris (comme l'adjudant-chef Mikaël du GSC de Bordeaux qui a terminé la course en 1h06) ou néophytes venus se dépasser, tous partagent le même état d'esprit. « *La Team SCA c'est plus de 600 coureurs de notre Service qui ont envie de jouer la cohésion pour de vrai : c'est ce qui reflète l'état d'esprit*

de notre Service en général » témoigne le commissaire général de 1^{re} classe Rodolphe Scheel, directeur central adjoint du SCA.

C'est sous un soleil automnal qu'une vague bleue, arborant fièrement le Bleu de France sur son bras gauche, a submergé les rues de Paris. « *La TEAM SCA, comme chaque année, est présente en nombre, c'est une très belle dynamique. C'est absolument essentiel pour le Service d'être au rendez-vous ensemble. Et puis, nous n'oublions pas l'esprit de compétition : être l'une des équipes Défense les plus importantes et être parmi les meilleures équipes* » ajoute le directeur central du SCA.

Et cette année encore, la TEAM SCA s'est démarquée en terminant **deuxième du Challenge Défense** organisé dans le cadre de la course !



Team
SCA

650
coureurs SCA

215
Femmes

1:19:35
1^{re} femme

Coureur le plus jeune
19

13 000
Km parcourus par le SCA

SOLIDARITÉ
DÉFENSE

1 950 €
récoltés

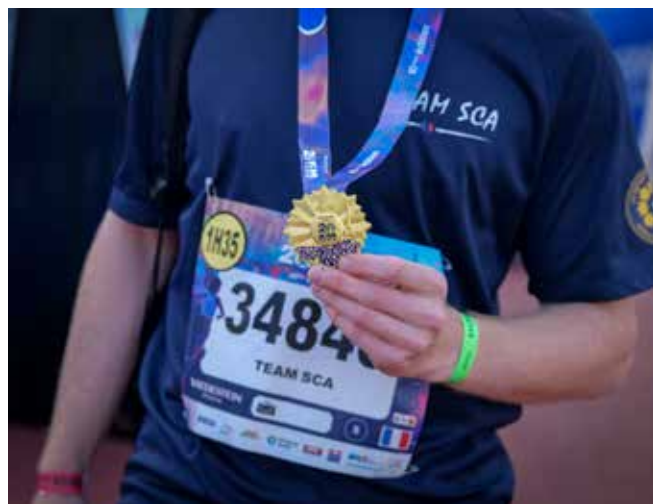


**Un véritable moment de cohésion,
de sport et de bonne humeur.**

Partage et cohésion au rendez-vous

Présente dès le vendredi sur le village des 20km de Paris, la TEAM SCA a accueilli les coureurs et distribué les dossards dans une ambiance conviviale. À leur arrivée le matin de la course, les coureurs ont bénéficié d'un buffet déjeunatoire et de massages offerts par les kinésithérapeutes sur le stand de l'équipe... Une belle expérience, particulièrement marquante pour les coureurs, avant, pendant et après la course, au milieu des plus beaux monuments de la capitale. « *Un véritable moment de cohésion, de sport et de bonne humeur* » témoigne le commissaire en chef Paul-Marie, chef du groupement de soutien Commissariat Pau.

Cette journée restera un souvenir marquant pour tous, symbole de solidarité, d'énergie et d'esprit de corps. Forte de cette belle dynamique, la TEAM SCA espère être de nouveau au départ des 20km de Paris l'an prochain, pour une 15^e participation placée sous le signe de la cohésion et de la performance collective. ■





organismes du SCA représentés



Hommes

435



24
coureurs



1:06:25

1^{er} homme

Coureur le plus âgé



3 ans

que le SCA
porte le Bleu et



2^e

équipe Défense





Visionnez la vidéo
de la TEAM SCA
aux 20km de Paris







AU CŒUR DU SOUTIEN SUR L'OPÉRATION DAMAN

Discret mais essentiel, le soutien est au cœur de nombreux services qui garantissent la continuité, l'éthique et l'efficacité de la présence française sur le terrain. Derrière ses multiples missions, un engagement : soutenir les troupes... mais aussi le pays hôte, dans une logique de présence responsable et utile.

■ Sous le soleil du Liban, les fourneaux ne s'éteignent jamais	30
■ En opération, même la journée blanche ne rime pas avec repos	32
■ Le lien humain franco-libanais, colonne vertébrale du soutien	33
■ Du contrat à la couverture sociale : un engagement jusqu'au bout	34
■ Pour aller plus loin...	35

SOUS LE SOLEIL DU LIBAN, LES FOURNEAUX NE S'ÉTEIGNENT JAMAIS

Deyr Kifa, 5h30. Alors que les premiers rayons du soleil hésitent encore à franchir les reliefs côtiers du Sud-Liban, une lumière vive brûle déjà dans l'enceinte protégée du camp 9-1. Ce n'est pas une salle de commandement, ni un poste d'observation, mais bien la cuisine du mess en opération (MeO) de la *Force Commander Reserve*, l'unité franco-finlandaise déployée dans le cadre de la force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL). Les machines à café ronronnent, les fours montent en température et, dans l'air, flotte cette odeur rassurante de pain qui cuit. Un rituel quotidien, immuable, qui précède parfois de longues heures d'opérations sur la *Blue Line*.

Car ici, nourrir les troupes est une mission aussi essentielle que discrète, menée avec rigueur par les 21 personnels de la direction du commissariat en opération (DIRCOM), dont 14 civils libanais, présents en cuisine comme en salle. Leur professionnalisme et leur sens de l'anticipation sont les garants d'un fonctionnement fluide dans un environnement militaire marqué par l'instabilité.

6h. La préparation et la distribution des sachets froids destinés aux unités qui partent en mission débutent. Des kits intelligemment composés permettant ainsi aux soldats de confectionner leur repas sur le terrain, en complément de leur ration. Une attention essentielle pour ceux qui passeront la journée sous gilet pare-balles à patrouiller. Il est 6h30 quand le cuisinier de permanence termine la mise en place du petit-déjeuner servi tous les jours. Il est rejoint par la première équipe de cuisiniers, chargée de la préparation des plats chauds pour le déjeuner.

8h. La seconde équipe arrive en cuisine pour la préparation des entrées et des desserts du midi. En parallèle, dans les bureaux, le personnel assure le suivi administratif : comptage des rationnaires, prévisions d'effectifs, menus de la semaine suivante et passage des commandes. Mais sur un théâtre comme le Liban, les défis ne s'arrêtent pas aux fourneaux. Le contexte géopolitique instable peut rallonger les délais de livraison, voire bloquer temporairement certaines denrées en raison de tensions aux frontières ou de restrictions logistiques.

Il faut donc s'adapter, improviser parfois, sans que jamais cela ne se sente dans l'assiette. En cuisine comme en intendance, le personnel redouble de vigilance pour assurer cette constance : varier les menus tout en tenant compte des contraintes d'approvisionnement.

À Deyr Kifa, le mess en opération tourne à plein régime matin, midi et soir. Il faut donc adapter, anticiper, éviter le gaspillage, tout en conservant des menus variés, capables de soutenir le moral sans provoquer de lassitude. D'autant que les départs en mission peuvent parfois être décidés à la dernière minute, modifiant instantanément le nombre de convives présents.

14h. L'équipe du soir prend le relai pour préparer le dîner chaud, ajuster les entrées ou les desserts qui auraient été victimes de leur succès à midi, et remettre la cuisine en ordre pour le lendemain.

Au-delà de la rigueur opérationnelle, l'équipe du mess s'efforce aussi de respecter, volontairement, les principes de la loi EGAlim, bien qu'elle n'y soit pas contrainte dans ce contexte opérationnel. Cela signifie limiter la pollution, privilégier les circuits courts ou les produits labellisés lorsque cela



est possible, mais aussi afficher les allergènes et la traçabilité pour faciliter la vie quotidienne du personnel. Une attention discrète mais précieuse, très appréciée dans un environnement souvent exigeant. Mais au Liban ce qui frappe aussi, c'est l'ambiance. Un cahier de remarques à l'entrée du mess déborde de mots de satisfaction. Autant de témoignages spontanés qui traduisent l'importance de ce moment dans le quotidien opérationnel d'un militaire projeté à plusieurs milliers de kilomètres de chez lui. Chaque dimanche, le repas est « amélioré ». Fromage, pâtisseries, voire crêpes maison, viennent agrémenter l'ordinaire. Un plaisir coupable assumé, car dans un contexte comme celui du Liban, marqué par des tensions sécuritaires diffuses, le repas devient bien plus qu'un besoin physiologique : c'est un repère, un temps de cohésion.



En cuisine comme en salle, chacun connaît l'importance de sa mission. Ici, on ne sert pas seulement des plats : on soutient une force, des femmes et des hommes en opération. Et au Liban, dans le cadre exigeant de l'opération DAMAN, cela fait toute la différence.



EN OPÉRATION, MÊME LA JOURNÉE BLANCHE NE RIME PAS AVEC REPOS

Le succès du mess ne repose pas uniquement sur le professionnalisme de son personnel. Dans l'ombre, un autre acteur essentiel contribue à la qualité des repas servis. Chaque mois, la fameuse « journée blanche » marque une pause dans le quotidien. Ce jour-là, aucun service de restauration n'est assuré : le mess est fermé, les cuisines silencieuses. Mais dans l'ombre de cette pause logistique, certains redoublent d'effort. C'est le cas des électromécaniciens frigoristes, qui appartiennent au 14^e régiment d'infanterie et de logistique parachutiste (RISLP) de l'armée de Terre, engagés au Liban et mis à disposition de la DIRCOM. Ces spécialistes sont les garants du bon fonctionnement des installations thermiques : fours, frigos, hottes, chauffe-eaux, réseaux de gaz... une mission aussi discrète qu'indispensable au quotidien. Et la journée blanche est pour eux une fenêtre rare mais essentielle pour agir. « *Le mess tourne six jours et demi sur sept. C'est donc la seule journée où l'on peut vraiment accéder à l'ensemble des équipements sans gêner la production alimentaire* » explique l'un d'eux, entre deux vérifications de brûleurs. En cuisine, aucun repas n'est préparé mais pourtant on s'y active comme jamais : grand nettoyage, réparation et contrôle de toute l'infrastructure thermique du mess en opération. Pendant que l'un passe la serpillière à grande eau sous les plans de travail, l'autre démonte une sauteuse pour en vérifier les conduits. Car pour garantir une bonne alimentation aux soldats, il faut assurer la disponibilité et la fiabilité des équipements. Une bataille invisible mais bien réelle, qui exige rigueur technique et sens du détail. Les techniciens n'ont pas le luxe de pouvoir relâcher leur vigilance : une panne dans une cuisine de campagne, loin de la France, peut rapidement compliquer



le soutien d'un détachement tout entier. Ainsi, pendant que certains profitent de la journée blanche pour souffler, eux œuvrent sans relâche à maintenir en état de marche l'un des cœurs logistiques de la base. Professionnels de l'ombre, ils participent pleinement à la réussite de la mission.



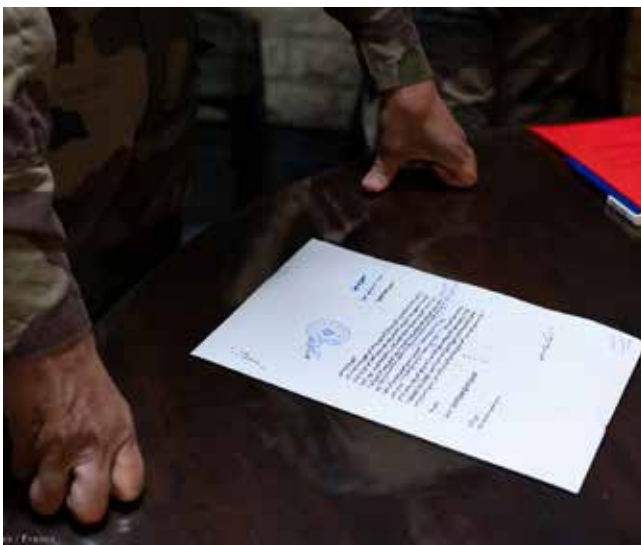
UN LIEN HUMAIN FRANCO-LIBANAIS, COLONNE VERTÉBRALE DU SOUTIEN

L'autre élément indispensable au bon fonctionnement du mess en opération, c'est l'engagement quotidien des personnels civils de recrutement local (PCRL). Cet après-midi-là, dans le bureau du directeur du commissariat en opération (DIRCOM), Elias appose sa signature au bas d'un contrat pas comme les autres : un CDI au sein de la *Force Commander Reserve* en tant que magasinier au mess. Un moment symbolique, simple en apparence, mais qui en dit long sur une politique de ressources humaines menée avec discrétion et constance. Comme 43 autres femmes et hommes aujourd'hui employés au sein de la FCR et recrutés localement, Elias est indispensable au fonctionnement quotidien de la force. Pour recruter, la FCR s'est d'abord rapprochée des mairies locales, y affichant ses offres d'emploi sur les panneaux municipaux. Aujourd'hui, le bouche-à-oreille fait le reste. Mais rien n'y est laissé au hasard et, en termes de recrutement, la DIRCOM n'a rien à envier aux grandes agences : chaque CDI est précédé d'un contrat à durée déterminée de deux ans, période durant laquelle la personne est formée, évaluée, intégrée.

Un sas de professionnalisation essentiel selon le commissaire en chef de 2^e classe (CRC2) Franck, à la tête de la DIRCOM : « Deux ans, c'est le temps qu'il faut pour qu'un employé comprenne notre fonctionnement, s'adapte à nos procédures et développe les bons réflexes ». Une démarche exigeante, mais

garante de qualité et de stabilité et, *in fine*, un double bénéfice : « Les PCRL renforcent les compétences de la Force, en particulier sur des fonctions absentes ou très rares en opération comme les traducteurs ou les experts en droit social local, et permettent d'ancrer la présence française dans le tissu économique libanais » souligne le CRC2 Franck.

Entre savoir-faire utiles, connaissance fine du terrain et interface avec la société libanaise, les PCRL sont la colonne vertébrale silencieuse du soutien sur l'opération DAMAN. Ils représentent une manière concrète de respecter, soutenir et impliquer le pays hôte dans la mission opérationnelle de la France au Liban. Un équilibre subtil, rendu possible par une politique RH patiente et adaptée, au cœur même de l'opération. Au sein de la direction du commissariat en opération, le major William exerce une mission singulière de haute responsabilité : assurer le suivi administratif et RH de 44 employés civils libanais répartis entre les camps 9.1, 9.10 et Naqoura, qui exercent des fonctions essentielles dans la logistique, le fonctionnement des foyers ou encore la maintenance des installations. Rédaction des contrats, gestion des salaires, déclaration des charges sociales auprès de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) libanaise, archivage, congés, notations ou arrêts maladie... le major William est un véritable pilier RH. À lui seul, il incarne la rigueur du soutien administratif en territoire opérationnel. Et au Liban, celui-ci prend parfois la forme d'une mission de terrain.



DU CONTRAT À LA COUVERTURE SOCIALE : UN ENGAGEMENT JUSQU'AU BOUT

Il est 15h quand une patrouille quitte le camp 9-1 de Deyr Kifa. Cap vers la ville de Tyr, à une trentaine de kilomètres. Trente minutes de route à travers les reliefs du Sud pour une mission peu spectaculaire en apparence mais essentielle pour la direction du commissariat en opération : payer les cotisations sociales des PCRL auprès de la CNSS. Dans l'un des véhicules, aux côtés des militaires de la FCR, Hanni, une employée indispensable à l'équipe. Affectée habituellement au poste médical avancé (Role 1), elle connaît cette mission comme sa poche : c'est elle qui assure, depuis des années, le lien avec l'administration libanaise. Présente dans la FCR depuis 2005, elle maîtrise parfaitement les démarches, les attentes, et, surtout, les règles locales qui échappent parfois aux étrangers. « *Au début, nous faisons la mission sans Hanni* » confie le major William. « *C'était plus long, plus compliqué. Dès qu'elle est venue avec nous, tout a changé ; c'est devenu beaucoup plus fluide* ».

Première étape : la CNSS de Tyr, dans un bâtiment où les

guichets s'ouvrent au compte-goutte. C'est ici que la FCR déclare les évolutions familiales de ses PCRL : naissance d'un enfant, mariage, changement de situation... tout ce qui peut avoir un impact sur les allocations familiales, les charges patronales ou les droits à la retraite. Une fois la somme due pour le mois calculée, direction le bureau de change, quelques mètres plus loin. Là, les euros de la Force sont échangés contre des livres libanaises. La troisième étape mène à une banque voisine. L'argent y est déposé sur un compte spécifique, depuis lequel les fonds seront prélevés par la CNSS. Puis retour au point de départ pour la dernière formalité : remettre à la sécurité sociale la preuve du virement effectué. Cachet, signature, double exemplaire. La mission est bouclée.

Derrière cette routine bien huilée, c'est une philosophie qui s'exprime : respecter jusqu'au bout le contrat passé avec les PCRL, en leur garantissant les salaires et les droits sociaux auxquels ils ont droit. Un geste de rigueur, mais aussi de respect, qui contribue activement à la continuité du soutien. Une autre manière, plus silencieuse, d'honorer le mandat DAMAN. ■

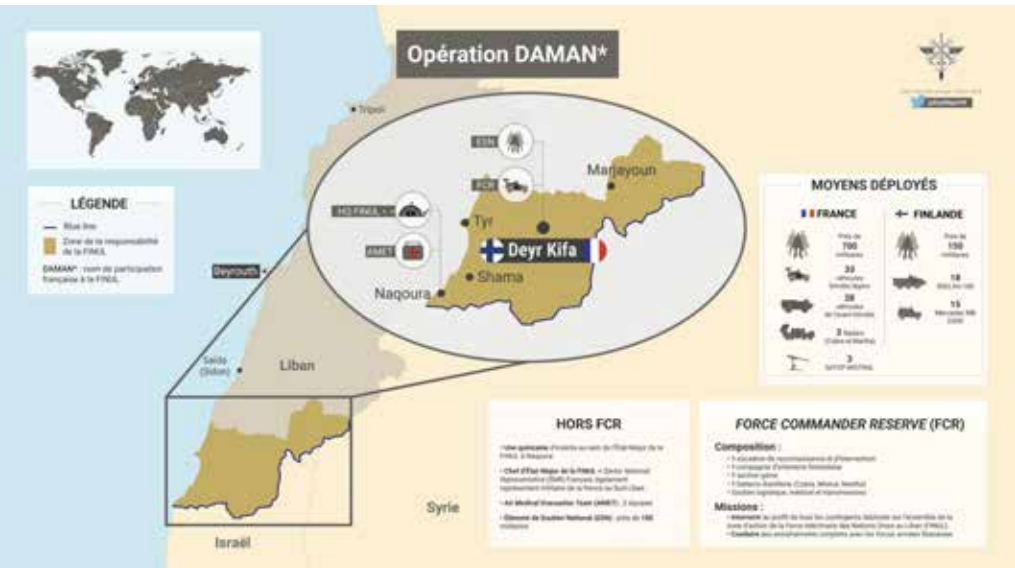


POUR ALLER PLUS LOIN....

Le Commissariat des armées en opération, c'est aussi...

Au Liban, dans le cadre de l'opération DAMAN, le Commissariat des armées ne se limite pas à nourrir les troupes ou gérer l'administratif courant. C'est lui par exemple qui règle les contentieux. Lors du mandat DAMAN 51, un véhicule armé blindé (VAB) s'était renversé dans un champ d'oliviers. Plutôt que de laisser une trace amère, la direction du commissariat en opération a organisé la replantation, à l'identique, d'oliviers de 25 ans d'âge, prévue pour l'automne. Une manière concrète de réparer, mais aussi de respecter. C'est lui qui prend en charge les affaires mortuaires. Une mission lourde de sens, orchestrée avec rigueur et humanité, du

constat du décès jusqu'au retour du corps et des effets personnels en France. Le Commissariat des armées est par ailleurs en contact direct avec l'administration locale des Nations-Unies. Divers dossiers sont ainsi traités par la DIRCOM auprès de l'ONU comme par exemple les commandes de rations de combat et de l'eau associée, le paiement des quotes-parts des charges facturées par l'ONU et demandées aux commerçants ayant un restaurant sur les sites de 9.1, 9.10 et Naqoura et demande de remboursement de la TVA libanaise adressée par la DIRCOM à l'ONU. Enfin, la DIRCOM J8-SH prend également part à toutes les inspections de la FINUL par les Nations-Unies, en tant que responsable et acteur direct sur le périmètre « soutien national autonome ».



DAMAN en bref

Présente depuis 1978 au Liban, la France est l'un des principaux pays contributeurs de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Elle déploie près de 700 soldats au Liban dans le cadre de l'opération DAMAN, nom de la participation française à la force internationale.

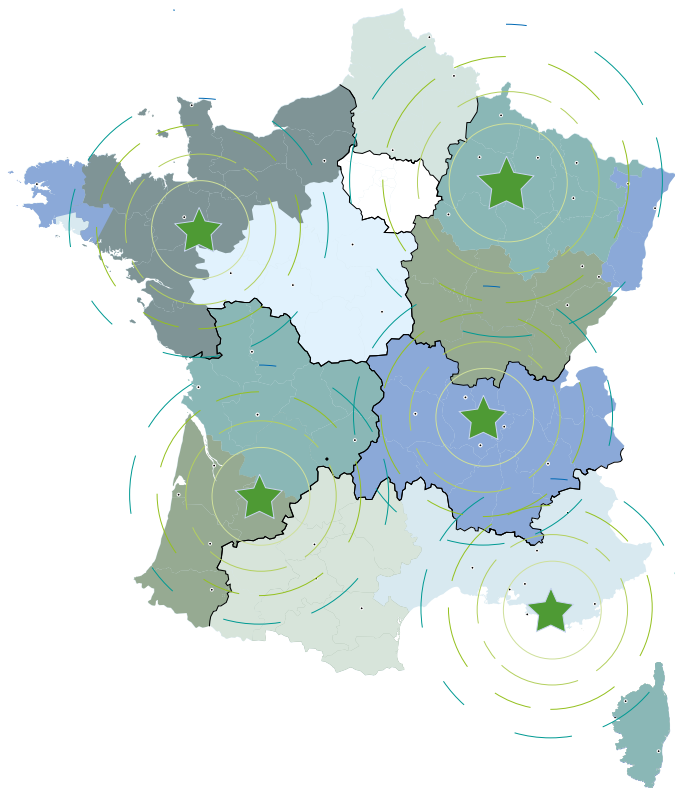
Le contingent français arme principalement la *Force Commander Reserve* (FCR), qui est en mesure d'intervenir très rapidement au profit de tous les contingents déployés sur l'ensemble de la zone d'action de la FINUL. Positionnée à Deyr Kifa, la *Force Commander Reserve* conduit des opérations de reconnaissance quotidiennes et participe directement au respect des mesures de cessez-le-feu. Souple, réactive et disposant de capacités uniques, elle est essentielle au maintien de la paix au Sud-Liban.

Vers un soutien de proximité AU PROFIT de la performance opérationnelle

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Dans un contexte stratégique exigeant, le Commissariat des armées renforce sa capacité à soutenir les armées, au quotidien comme en opérations. La nouvelle ère stratégique nécessite d'asseoir un Commissariat des armées apte à s'engager « vite, fort et aussi loin que nécessaire », en répondant aux exigences de la haute intensité, tout en renforçant son positionnement d'interlocuteur unique pour le soutien de l'homme et le soutien administratif des engagements opérationnels. Le Commissariat des armées doit ainsi se positionner comme « *un service opérationnel et résilient* », apte à « *faire face à toutes les formes de conflictualité et de crise* », « *ancré au cœur des armées, assurant leur soutien au quotidien, d'une qualité conforme aux standards actuels de la société* » et qui prépare l'avenir, en « *anticipant le soutien des combats de demain dans un environnement complexe et mouvant* ». La nouvelle feuille de route du SCA trace ainsi une trajectoire claire à l'horizon 2030. Elle affirme une ambition collective : un service plus intégré aux forces, plus moderne, plus attractif et pleinement ancré dans les territoires.

L'ambition 2025-2030 pour le Service consiste à participer pleinement au soutien des forces armées, selon leurs besoins propres, à partir des bases de défense jusque sur les théâtres d'opération.



LA PROXIMITÉ AU SERVICE DE LA RÉACTIVITÉ

Pour garantir la permanence d'un soutien robuste et réactif, le Commissariat consolide son organisation territoriale aux niveaux central, zonal et local. La création et la montée en puissance des commissaires généraux délégués (CGD) en zone de défense et de sécurité accompagnent le renforcement de l'échelon zonal interarmées. Le Commissariat des armées repose désormais sur une chaîne de commandement intégrée et plus lisible :

- la direction centrale, garante du contrat opérationnel et de la cohérence d'ensemble, fixe les orientations stratégiques ;
- les commissaires généraux délégués (CGD) assurent la coordination des moyens du soutien commissariat au niveau zonal ;
- les groupements de soutien Commissariat (GSC) délivrent les prestations de soutien au profit des formations soutenues au niveau local.

Les commissaires généraux délégués incarnent un niveau opératif nouveau pour le Service : proches du terrain pour apprécier les besoins réels des forces, mais dotés de l'autorité nécessaire pour ajuster les priorités et piloter la manœuvre

du soutien à l'échelle zonale. En rapprochant le commandement du terrain, le Commissariat des armées gagne ainsi en agilité et en capacité d'adaptation face à des situations évolutives et complexes. En se dotant d'un échelon intermédiaire fort, le Commissariat des armées poursuit un double objectif : accroître son efficacité opérationnelle et ancrer son action dans les territoires. Le rôle des commissaires généraux délégués s'inscrit dans une démarche globale : renforcer la chaîne logistique, assurer la continuité du soutien en toutes circonstances et valoriser l'impact territorial du Commissariat des armées.

UNE ORGANISATION TOURNÉE VERS LA PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

L'évolution de l'organisation territoriale s'inscrit dans la préparation du Commissariat des armées à la haute intensité. En dotant le Service d'un maillage solide, réactif et lisible, le directeur central donne ainsi corps à un principe fondamental : *« délivrer un soutien vite, fort et aussi loin que nécessaire »*. Cette nouvelle échelle d'action permet au Commissariat des armées de gagner en agilité et en capacité d'adaptation face à des situations évolutives et complexes. Ce modèle offre une meilleure synergie entre l'organique et l'opérationnel : les CGD entretiennent un dialogue constant avec la chaîne de commandement de l'organisation territoriale interarmées de défense (OTIAD) participant à la planification et contribuent à la montée en puissance des dispositifs interarmées. L'organisation territoriale du Service est complètement alignée avec les besoins de planification opérationnelle des forces armées. *« Le Commissariat des armées dispose désormais d'un échelon intermédiaire à forte connotation opérationnelle, capable d'entretenir un dialogue permanent avec la chaîne interarmées des opérations et d'assurer la continuité du soutien, quelles que soient les circonstances »* a précisé le commissaire général hors-classe Olivier Marotte, directeur central du Service, lors de son audition devant la commission de la Défense nationale.

Le nouveau référentiel opérationnel des armées nécessite de relever davantage le niveau de la disponibilité et de la capacité opérationnelles du Service avec des scénarios de déploiement à plus grande échelle, plus réactifs et plus exigeants. Dans une logique de soutien spécifique à chaque milieu, le concept d'emploi du soutien Commissariat des engagements opérationnels est adapté. Le Service développe ainsi la notion d'hybridité du soutien Commissariat, conçue et mise en œuvre avec les armées, pour délivrer un soutien réactif et adapté.

UN SERVICE INTÉGRÉ DANS SON ENVIRONNEMENT INTERMINISTÉRIEL, INTERALLIÉ ET PRIVÉ POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES LIBERTÉS D'ACTION

Le Service s'ouvre davantage aux dimensions interministérielles et interalliées mais envisage également des coopérations avec le secteur civil, public et privé, pour mettre en œuvre des modes d'action étendus favorisant l'anticipation et la liberté de mouvement pour les forces, une forme de soutien « préemptif », critère d'efficacité opérationnelle majeur face aux caractéristiques futures des conflits symétriques dans lesquels les armées françaises sont susceptibles d'être engagées. Chaque année, dans le périmètre du soutien courant des armées, le SCA contractualise près de 1 500 marchés et dépense plus de 3 milliards d'euros auprès de plusieurs milliers d'entreprises, essentiellement des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE). Ces contrats, tout en dynamisant l'économie de nos régions, concourent à la permanence du soutien et à sa résilience ainsi qu'au soutien des opérations et à l'équipement des armées. Cet écosystème constitue un élément consistant de l'impact des forces armées sur l'économie locale et nationale. Le défi de l'accélération stratégique, de la cohérence et de la capacité de montée en puissance des forces armées repose ainsi sur un tissu industriel et de services vastes qu'il faut entretenir et développer, conditions *sine qua non* d'une possible mobilisation économique que constituerait alors un effort de guerre. C'est la raison pour laquelle le SCA accroît sa surface de contact vis-à-vis des entreprises qui constituent la base industrielle de soutien de Défense (BISD), comme en témoigne les déplacements réguliers du directeur central dans les entreprises afin de renforcer les liens avec ces dernières.

Dans un environnement où la résilience nationale et la continuité du soutien deviennent des enjeux stratégiques, le Commissariat des armées assume pleinement son rôle d'acteur de la souveraineté logistique et de la mobilisation économique de défense. Avec la réorganisation de son dispositif de soutien et la création des commissaires généraux délégués, le Service affirme son ambition : délivrer un soutien au contact, agile et réactif, au cœur des territoires et au service de la puissance militaire. ■

La logistique opérationnelle, cœur battant du succès des opérations

Rédaction : CASP Astrid GRISON

Illustrations : Défense



De la logistique dépendent la réactivité et le succès des forces armées. « *Sans logistique capable de déployer et de soutenir une force, vous pouvez constituer la plus belle armée du monde, vous ne serez pas en mesure de combattre* » déclarait le général Vincent Giraud, alors major général des Armées, lors du dernier séminaire pour l'externalisation de la logistique opérationnelle des armées (SELOA). Composante essentielle du soutien des opérations, la mobilité stratégique - c'est-à-dire la capacité à acheminer rapidement troupes, matériels et équipements vers un théâtre d'opérations - constitue l'ossature invisible mais vitale de toute opération militaire. Pour assurer un déploiement réactif et garantir la résilience logistique, plusieurs acteurs entrent en jeu. Parmi eux : le Commissariat des armées, via sa plateforme affrètement et transport (PFAT). **Décryptage.**

Opérations de transport et de transit de fret et des forces depuis la zone de stationnement jusqu'au théâtre d'engagement ou entre les théâtres, les acheminements stratégiques sont indispensables au succès des opérations. Une mission qui incombe au centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA), qui planifie et conduit les acheminements stratégiques et décide des modalités de leur satisfaction : soit par des moyens patrimoniaux, soit par

des moyens interalliés, soit par le biais de l'externalisation. « *Historiquement, les besoins de transport et plus largement d'utilisation de vecteurs de transports par les armées sont satisfaits par des moyens militaires, de façon dite "patrimoniale". La contrainte budgétaire au regard des ambitions militaires de la France, du développement des technologies et de la situation économique implique cependant une forte contraction des équipements militaires et un*



La logistique militaire a besoin de résilience, donc nous devons avoir plusieurs solutions pour réaliser les acheminements et garantir ainsi la réactivité et le succès des opérations.

recentrage sur le “cœur de métier”, c’est-à-dire l’action militaire en opération. Les armées se tournent donc vers le secteur privé pour leurs besoins de transport de fret et de passagers et les opérations logistiques liées, ainsi que pour la location ou l’affrètement de vecteurs nécessaires à la réalisation de missions considérées comme pouvant être externalisées » explique le général de brigade Fabrice Feloa, directeur du CSOA.

Face à cet enjeu de l’externalisation, la plateforme affrètement et transport (PFAT) agit comme un acteur central. « *La PFAT est en charge de la satisfaction des besoins du ministère des Armées en matière d’affrètement et de transport stratégique, par la passation et l’exécution de marchés publics sur les segments du transport de fret et de passagers tous vecteurs (aérien, maritime et de surface – ferroviaire et routier)* » précise le commissaire en chef de 1^{re} classe (CRC1) Aude, directrice de

la PFAT. Disposant d’une exclusivité au sein du ministère des Armées sur ces segments, la PFAT agit en tant que représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur secondaire de la dépense publique. « *La PFAT dispose également d’un mandat général de supervision de tous les marchés d’affrètement au niveau national, en outre-mer et en opérations extérieures* » ajoute le CRC1 Aude.

La PFAT est ainsi amenée à passer des marchés pour satisfaire au mieux et au plus juste le besoin émis par les forces armées, dans le cadre d’un déploiement ou d’un désengagement opérationnel. « *Pour ce faire, il faut savoir concilier le besoin militaire, la réalité du monde économique civil, les pratiques du métier du transport international et les moyens mis à disposition* » explique la directrice de la PFAT.

Le chiffre

90%

c’est le pourcentage
du fret acheminé qui est externalisé



La PFAT en chiffres

- Un portefeuille de 3,2 milliards d’euros (montant cumulés de tous les marchés actifs)
- 94 marchés en cours
- Plus de 40 000 opérations financières par an
- Plus de 40 fournisseurs dont 6 des 12 plus gros fournisseurs du SCA

L’externalisation et la mobilisation du secteur privé, vecteurs de la mobilité des armées

« Pour garantir la résilience logistique face à la haute intensité, la mobilisation du secteur privé et de la base industrielle de soutien de défense (BISD) dans le domaine des acheminements et du transport de fret est indispensable » explique le commandant du CSOA. « Nous devons permettre le déploiement rapide et structuré de l’outil militaire, là où il doit être déployé ». Pour ce faire, la PFAT entretient des liens efficaces et étroits avec les professionnels du transport de la BISD et développe une couverture contractuelle adaptée aux besoins d’un engagement majeur. « La logistique militaire a besoin de résilience, nous devons donc fournir un panel de solutions pour réaliser les acheminements. Toutes les voies et tous les domaines sont étudiés. La PFAT promeut notamment le transport multimodal afin de dépasser les logiques de marchés de voies et garantir la réactivité, la résilience et le succès des opérations » précise le CRC1 Aude.

Panorama des principaux marchés



Le marché maritime

Une place déterminante. 80% du volume de fret stratégique est transporté chaque année par des vecteurs maritimes quasi exclusivement externalisés.



Le marché aérien

Un fret nécessaire en raison de sa rapidité, fondamental pour le transport de passagers.



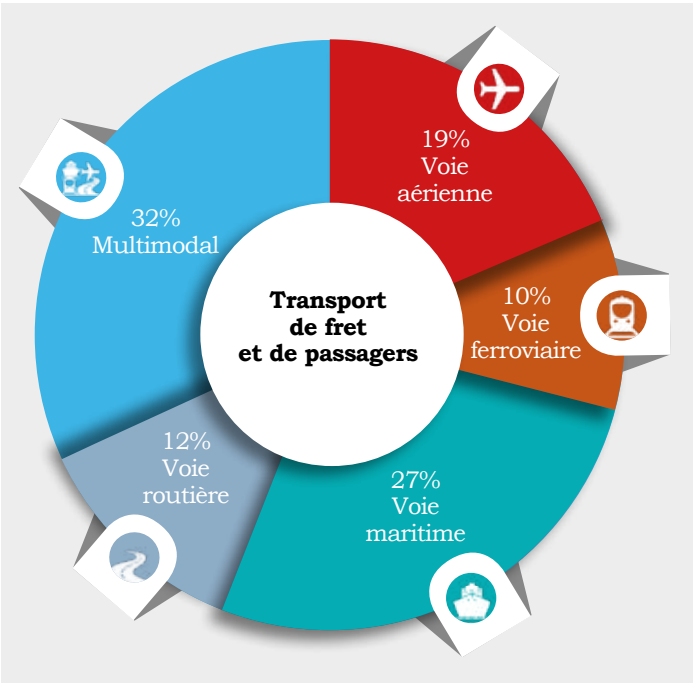
Le marché ferroviaire

Un fret en plein essor (+58% en 2023).



Le marché routier

Un fret incontournable en pré et post acheminement, mais également pour les opérations sur le continent européen.





Les armées se tournent donc vers le secteur privé pour leurs besoins de transport de fret et de passagers et les opérations logistiques liées, ainsi que pour la location ou l'affrètement de vecteurs nécessaires à la réalisation de missions.

À l'heure actuelle, la logistique opérationnelle est à un point de convergence avec une bascule des opérations vers l'Est de l'Europe sous le signe de la haute intensité. Compte tenu de cet engagement sur le continent européen, ce sont principalement les frets routier et ferroviaire qui sont mis en œuvre. Des trains pour le transport de munitions et de matériels roulants et pour le ravitaillement sont affrétés tous les mois vers l'Est, comme par exemple vers la Roumanie dans le cadre de l'exercice DACIAN FALL 2025 où une dizaine de trains a été affrétée (*Brigade Expansion*) et 14 trains sont prévus pour le retour de l'exercice.

La PFAT au cœur des opérations

La PFAT joue un rôle clé dans la mise en œuvre d'acheminements logistiques pour le succès des opérations. Grâce à son expertise dans la passation et le suivi des marchés d'affrètement multimodaux (aérien, maritime, ferroviaire, routier), elle contribue chaque jour au succès des opérations. Ce fut le

cas lors de la projection dans l'urgence d'une aide humanitaire massive vers le Liban, dans le cadre de l'opération Amitié en 2020. En réponse à l'explosion survenue dans le port de Beyrouth, le 4 août 2020, un pont aérien et maritime a été mis en œuvre. Au-delà des moyens patrimoniaux utilisés par les armées françaises (porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Tonnerre*, avions de transports...), les marchés de la PFAT ont permis l'affrètement du navire roulier MN Calao, transportant vers le Liban :

- 1 600 tonnes de matériel, dont une centaine de véhicules et d'engins (remorques...);
- 550 tonnes de ressources du Commissariat des armées mises à disposition de la force projetée, soit 65 conteneurs maritimes ;
- 1 000 tonnes de fret humanitaire dans une centaine de conteneurs ;
- du matériel de première nécessité (fret sanitaire et matériaux de construction) ;
- 8 véhicules incendies fournis par le bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM) de la Marine nationale et le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS13).

Grâce à sa capacité contractuelle et technique, le Commissariat des armées, via sa plateforme affrètement et transport (PFAT), garantit la réactivité, la résilience et la souveraineté logistique des forces armées. ■





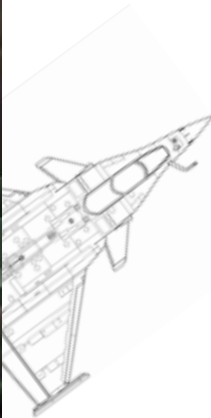
DU CIEL AU SOL : UN SOUTIEN AGILE AU SERVICE DE LA PUISSANCE AÉRIENNE

Maintenir les forces aériennes au plus haut niveau et tester leur capacité à combattre dans un cadre interalliés. Pendant trois semaines, du 22 septembre au 9 octobre, l'exercice VOLFA a plongé plus de 1 000 aviateurs français et alliés dans un scénario de guerre grandeur nature. Sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, les décollages se sont enchaînés sans relâche. Mirage 2000D et Rafale français, Tornado italiens et F-16 grecs se sont succédé dans un ciel saturé. Au sol, c'est dans un tout autre environnement qu'ont été mobilisés les combattants du soutien. **Immersion au sein d'un dispositif de soutien Commissariat d'envergure, au service de la puissance aérienne.**

Rédaction : CASP Astrid Grison

Illustrations : Armée de l'Air et de l'Espace ; ADC Hervé Receveur/SCA/Défense

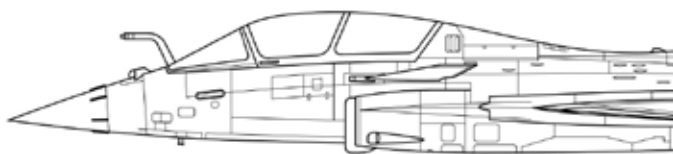


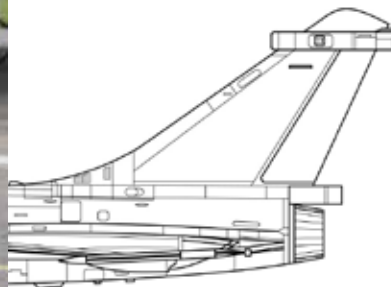


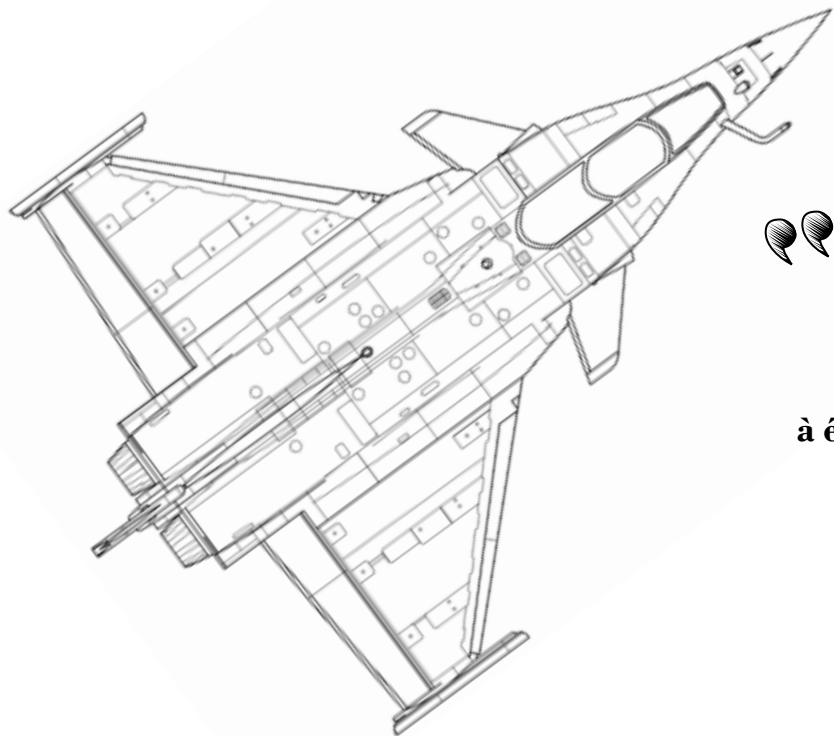




**L'exercice VOLFA
a été un véritable
terrain d'entraînement
pour le soutien,
permettant une préparation
opérationnelle réaliste
et exigeante
voulue pour le Service
et les combattants
du soutien.**







**Mon rôle consiste
à faire le lien
avec l'opérationnel,
à échanger avec les différents
acteurs de l'exercice
pour recenser
tous leurs besoins
et trouver ensuite
le moyen le plus adapté
pour y répondre.**





Base aérienne 118 de Mont-de-Marsan. Plus de 1 000 aviateurs et 50 aéronefs français et étrangers ont pris part à l'exercice annuel VOLFA 2025, un entraînement aérien d'envergure sur l'ensemble du territoire national pour préparer les forces au combat de haute intensité.

Objectif pour l'armée de l'Air et de l'Espace : développer et améliorer l'interopérabilité et la résilience des participants dans un environnement multi-milieus et multi-champs, et avec une dimension interarmées et interalliés.

Objectif pour le Commissariat des armées : renforcer son modèle de soutien Commissariat d'une composante aérospatiale et entraîner la chaîne de soutien dans un environnement de haute intensité, réaliste et exigeant.

SOUTENIR AU PLUS PRÈS DES FORCES

Pour assurer le meilleur déroulement possible de l'exercice, un mess de campagne a été monté de toutes pièces afin d'absorber le surplus de personnel présent sur la base aérienne de Mont-de-Marsan, et d'assurer des facilités d'alimentation au plus proche de la zone d'exercice. Configuré en 2 parties, une cuisine de 200 m² et une salle à manger de 500 m², le mess déporté a été équipé en matériel (ETRAC 400R, 5 conteneurs spécialisés, plonge, etc.) et armé par le personnel du Commissariat des armées. Au total, plus de 50 tonnes de matériels ont été acheminées et déployées sur un site situé à proximité immédiate du lieu d'exercice. « *Objectif atteint pour le Commissariat des armées qui a su faire preuve d'agilité et de réactivité pour délivrer pendant plus de trois semaines un soutien au plus près des forces. Cet "exercice dans l'exercice" a permis au personnel du SCA de se former et de s'entraîner à la mise en place d'un mess de campagne et à l'utilisation du matériel de vie en campagne dans un contexte de haute intensité* » confie le commissaire de 2^e classe Baudouin, commissaire d'exercice (CREEX) VOLFA 2025.

Le soutien par le groupement de soutien Commissariat de Mont-de-Marsan fut également opéré dans le domaine de l'hébergement et du transport. « *Un parc de plus de 50 véhicules légers a été mis à disposition des forces pendant la durée de l'exercice afin de faciliter leurs déplacements sur la base aérienne* » précise le commissaire le CREEX. « *Pour le soutien hébergement, l'ensemble du service hôtellerie de la BA118 a été mis à contribution et, compte tenu du nombre de personnels à loger, nous avons également fait appel à*

des capacités d'hébergement du secteur civil de la ville de Mont-de-Marsan. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur des conventions passées par la plateforme Commissariat Sud-Ouest au profit des exercices du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) auprès de deux hôtels de la ville. Pour trois autres hôtels, nous nous sommes appuyés sur la convention de soutien aux exercices passée entre l'Économat des armées (EdA) et le ministère des Armées ».

UN DISPOSITIF DE SOUTIEN AGILE ET RÉACTIF, AU SERVICE DE L'OPÉRATIONNEL

Appui financier et soutien de l'homme. Ce sont les deux grands volets d'actions du commissaire en exercice. « *Le rôle de commissaire d'exercice est vaste et exigeant. Établissement du budget prévisionnel, mise en place de conventions avec les pays participants, réservation des hébergements et de la restauration, gestion des procédures de paiement... Mon rôle consiste vraiment à faire le lien avec l'opérationnel, d'échanger avec les différents acteurs de l'exercice pour recenser tous leurs besoins et trouver ensuite le moyen le plus adapté pour y répondre, à savoir soit en régie soit en passant par un prestataire extérieur. Le commissaire d'exercice est responsable de la*

VOLFA en chiffres

-  1 000 participants
-  50 aéronefs
-  4 zones d'entraînement
-  12 bases aériennes
-  20 raids aériens
-  1 mess déporté
-  1 commissaire d'exercice
-  1 task force dédiée au soutien
-  50 véhicules légers mis à disposition
-  7 000 repas servis



bonne exécution financière des dépenses, dans le respect du budget alloué à l'exercice » explique le CREEX. « Les échanges avec les différents services et postes, des mécaniciens aux informaticiens en passant par les cuisiniers et la communication, sont essentiels pour le succès de l'exercice. Le commissaire d'exercice exerce dans et avec les armées, et délivre son soutien au profit des armées ». Ce dispositif de soutien est rompu à l'exercice grâce à la présence de la Task Force VOLFA 25. Composée de 4 réservistes, de 2 commissaires et de 2 officiers de l'armée de l'Air et de l'Espace, la Task Force est un point de contact essentiel pour la mise en place du soutien en amont, pendant et en aval de l'exercice. Comme témoigne le commissaire en chef de 2^e classe Philippe, membre de la Task Force, « la préparation d'un exercice, c'est la chasse aux imprévus. Un maître-mot : anticipation. La task force a participé au montage de l'exercice dès le mois de novembre 2024. Grâce à un dialogue avec l'équipe de direction de l'exercice et le GSC, la Task Force sait anticiper les difficultés et les besoins, et c'est tout le rôle de la task force. Puisqu'on s'y prépare très tôt, puisqu'on a une expérience de plusieurs années, il n'y a pas de place à l'imprévu ».

Avec l'exercice VOLFA, le Commissariat des armées démontre sa capacité à soutenir les forces armées aériennes dans un environnement de haute intensité, multi-milieus, multi-champs et interallié. « L'exercice VOLFA a été un véritable terrain d'entraînement pour le soutien, permettant une préparation opérationnelle réaliste et exigeante voulue pour le Service et les combattants du soutien » témoigne l'état-major opérationnel du SCA. ■

L'exercice VOLFA est le rendez-vous annuel de préparation opérationnelle des forces aériennes conventionnelles de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE). Organisée et conduite par le Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA), l'édition 2025 s'est déroulée du 22 septembre au 10 octobre sur l'ensemble du territoire national, avec la participation de plus de 50 aéronefs et 1000 aviateurs, selon un scénario d'exercice à la fois réaliste et exigeant.

Essentiellement au départ de trois bases aériennes : Mont-de-Marsan pour les avions de chasse, Orléans-Brice pour les avions de transport tactique et Cazaux pour les hélicoptères, les équipages y ont conduit une vingtaine de raids aériens complexes, de jour comme de nuit, dans un environnement de haute intensité, multi-milieus multi-champs et interalliés.

L'intelligence artificielle, AU SERVICE du soutien

Rédaction et illustrations : Marion LOTTEGIER

L'intelligence artificielle (IA) n'est plus une promesse futuriste : elle est déjà partout autour de nous. Des assistants vocaux dans nos téléphones aux algorithmes qui recommandent nos films préférés, jusqu'au développement des voitures autonomes ou des diagnostics médicaux assistés par ordinateur, l'IA s'est discrètement mais sûrement installée dans nos quotidiens. Derrière ce terme parfois abstrait se cache une révolution technologique qui transforme nos façons de travailler, de communiquer, voire même d'assister nos stratégies militaires et de parfaire nos opérations. Drones autonomes, systèmes de surveillance intelligents, analyse prédictive du champ de bataille ou encore cybersécurité renforcée, l'IA bouleverse la manière de concevoir la défense. *« Le saut technologique que représente l'intelligence artificielle est sans doute celui qui révolutionnera la manière de faire la guerre, ou même, plus important encore, de l'éviter, comme l'atome en son temps »* a déclaré le ministre des Armées en 2024.

Loin de se limiter au champ de bataille, l'IA transforme la logistique, la maintenance, la planification et l'administration. Des applications qui renforcent l'efficacité du soutien délivré aux forces armées, tout en posant la question du juste équilibre entre technologie, protection des données et expertise humaine. Pour maîtriser à son avantage ces nouvelles technologies, le Commissariat des armées s'est doté d'une conseillère en intelligence artificielle.

Rencontre avec Gersende, aux commandes de la transformation numérique du SCA.



L'usage de l'IA au profit des processus organiques

« Le ministère des Armées est une entité dont les besoins en IA ne sont pas inférieurs à ceux d'une grande entreprise [...] Nos agents ont besoin au quotidien d'une IA efficace et fiable. L'IA constitue en ce sens un allié indispensable dans plusieurs domaines du soutien aux forces armées, de la logistique aux ressources humaines » précise Gersende. Publiée en février 2025 en cohérence avec la dynamique ministérielle, la stratégie IA du SCA a pour objectif d'identifier les enjeux et opportunités offertes par l'IA dans les nombreux métiers du SCA, afin de proposer une intégration optimale des cas d'usage IA dans les processus métiers. *« La stratégie IA vise à intégrer l'IA de manière ambitieuse mais pragmatique dans les métiers du Service, en s'appuyant sur une gouvernance améliorée des données, des expérimentations pilotées, un accompagnement du personnel et une évaluation des impacts sur les métiers pour mieux aider à travailler. Nous devons intégrer l'IA là où cela est pertinent, notamment pour faciliter la simplification des processus et la modernisation du soutien qui sont des facteurs clés du succès ».*

Parmi les cas d'usage en cours de développement : une expérimentation dans les espaces ATLAS. *« Le but est d'intégrer l'IA pour faciliter l'accès à l'information pour ensuite être*

en mesure de délivrer un service pertinent, qui réponde parfaitement au besoin du soutenu » précise Gersende. Dans le domaine du soutien finances, une étude est en cours avec le centre interarmées du soutien administration du personnel (CISAP) pour développer un algorithme spécifique pour détecter les éventuels trop-versés.

Dans un tout autre domaine : la détection de non-conformité des plaques balistiques, en lien avec les agents du centre interarmées du soutien Équipements Commissariat et l'agence ministérielle pour l'IA de Défense (AMIAD). « Nous avons récupéré l'ensemble des radiographies de contrôle triées conformes ou non-conformes et il convient désormais de mettre en place le modèle d'IA qui permettra de détecter des anomalies sur les plaques balistiques. Le principe est le même qu'en médecine : faciliter la lecture d'une radiographie pour obtenir un gain de temps appréciable, tout en faisant en sorte que l'opérateur reste le décideur final ». Un parallèle avec le monde médical qui parle bien à Gersende qui exerçait dans ce milieu avant d'arriver au SCA. « Il y a de grandes similitudes et des enjeux communs entre le milieu hospitalier et celui des armées, notamment sur les aspects de souveraineté et d'indépendance et les incidences qu'il peut y avoir sur le plan opérationnel. Les processus et les systèmes sont donc transposables » développe Gersende.

Se former à l'IA, un enjeu majeur

Ces innovations sont impossibles à mettre en œuvre sans une sensibilisation et une familiarisation à ce sujet technique qu'est l'IA. « L'axe 1 de la stratégie IA du SCA est de sensibiliser le personnel du Service à l'IA et à son utilisation, notamment au travers de la plateforme GenIAL. Il est important que la stratégie comprenne également une vision du terrain car pour disséminer l'usage de la technique, il faut pouvoir embarquer un maximum de personnes » explique Gersende. À chaque session de sensibilisation, Gersende veille à adapter sa présentation aux problématiques de son auditoire : « L'IA peut apporter beaucoup mais si nous voulons développer des applications pertinentes à partir des nouveaux outils du ministère des Armées, il faut un effort d'identification des besoins et des problématiques des agents. Il est donc primordial que l'utilisateur soit aussi un acteur dans le processus. Quand on développe des cas d'usage, l'implication du métier est toujours présente ».

Si l'IA peut constituer un allié indispensable, il est essentiel, pour maîtriser à notre avantage ces nouvelles

technologies, de trouver le juste équilibre entre fiabilité et sécurité, « il ne faut pas faire de l'IA pour faire de l'IA » rappelle Gersende.

Le défi de la souveraineté

La conseillère IA du SCA insiste également sur la nécessité de maîtriser les données. « Les outils tels que ChatGPT ou Gemini captent nos données et représentent une source potentielle de fuite de données. La base d'une solution souveraine, c'est de contrôler à la fois la plateforme et nos données qui doivent rester en interne ». C'est un des rôles de l'AMIAD : « développer des solutions souveraines ». Pour cela, la connaissance de l'infrastructure technique du ministère des Armées est indispensable, d'où les nombreuses sessions de sensibilisation à l'IA et GenIAL.

Pouvoir bénéficier des plus-values apportées par l'IA et apporter une brique à la modernisation des outils du SCA sont les deux objectifs majeurs de la stratégie IA. Un défi accepté par la conseillère IA du Service, déjà bien rodée aux environnements spécifiques. « Le plus motivant dans cette mission c'est la richesse des cas d'usage que nous pouvons mettre en place compte tenu de la multitude de profils et de métiers. Il n'existe pas de solutions génériques qui seraient applicables à toutes les situations mais nous devons impliquer les utilisateurs pour des solutions personnalisées autour d'un socle technique commun ». ■



CHALLENGEZ-VOUS !

1. Quel est l'équivalent de ChatGPT pour le ministère des armées ?

☐ ArmIA

☐ GenIAI

☐ IApt

2. En Afrique, le nouveau modèle de soutien du Commissariat repose sur deux mots d'ordre. Lesquels ?

☐ Allègement et externalisation

☐ Allègement et réactivité

☐ Externalisation et réactivité

3. Quel organisme prend désormais en charge une partie du soutien en Afrique ?

☐ Le centre interarmées du soutien RH

☐ L'Agence ministérielle pour l'IA de Défense

☐ L'Économat des armées (EdA)

4. Sur l'opération DAMAN au Liban, le mess en opération (MeO) a une mission essentielle :

☐ Former les soldats à la cuisine locale

☐ Nourrir les troupes et maintenir le moral

☐ Fournir des rations d'urgence uniquement

5. Combien de coureurs ont porté les couleurs du SCA lors des 20 km de Paris 2025 ?

☐ 450

☐ 650

☐ 850

6. Depuis combien d'années la Team SCA participe-t-elle aux 20 km de Paris ?

☐ 14 ans

☐ 15 ans

☐ 16 ans

7. Quel symbole les coureurs arboraient-ils sur leur bras gauche ?

☐ Le Bleuet de France

☐ Le drapeau tricolore

☐ L'insigne du SCA

8. Quel est le rôle principal de la PFAT dans la logistique militaire ?

☐ Organiser des opérations de combat sur le terrain

☐ Fabriquer les équipements militaires

☐ Passer et gérer les marchés publics de transport Minarm

9. Quel pourcentage du fret acheminé par les armées est externalisé ?

☐ 30 %

☐ 50%

☐ 90%

10. Quel est l'échelon intermédiaire de la chaîne de commandement du Commissariat des armées ?

☐ Les commissaires généraux délégués

☐ Les centres interarmées du soutien Commissariat

☐ Les groupements de Soutien Commissariat (GSC)

Réponses : GenIAI ; Allègement et externalisation ; Économat des armées ; Nourrir les troupes et maintenir le moral ; 650 ; 14 ans ; Le Bleuet de France ; Passer et gérer les marchés publics de transport pour le ministère des Armées ; 90% ; Les commissaires généraux délégués.



Bilan Plan annuel mutation 2025

Plus de 12 000 dossiers déménagements
traités par le Commissariat des armées

Mut'actions

Accompagne la recherche de logement
et facilite les démarches associées



649 baux de location signés
sur tout le territoire métropolitain



1 344 abonnements gérés
(gaz, électricité, téléphone...)



474 mises à disposition de listes
d'établissements scolaires
+ crèches

PFMD

Plateforme multi-déménageurs
Déménagement simplifié
aucun reste à charge financier



62 % des déménagements
en métropole



Aucun frais engagé
Zéro reste à charge



**Procédure dématérialisée
+ rapide**
(devis sous 72h)

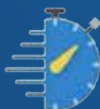


Taux de satisfaction : 90%

Le Commissariat des armées facilite la mobilité des militaires !



SIMPLICITÉ



EFFICACITÉ



SÉRÉNITÉ



ZÉRO FRAIS

GMF mène plus de 2 000 actions de prévention du risque routier chaque année.

Découvrez nos actions sur gmf.fr



Assurément
Humain

